RAPPORT SUR LA RSE D'EDC

AU-DELÀ DE LA RESPONSABILITÉ

CRÉER DE LA VALEUR DURABLE

À titre d'organisme de crédit à l'exportation du Canada, nous sommes déterminés à créer de la valeur durable pour l'économie et les entreprises canadiennes grâce au commerce d'exportation. Voilà notre mission; nous cherchons à la remplir de manière socialement responsable tout en tenant compte des répercussions sur nos nombreuses parties prenantes.

Canada

EDC

TABLE DES MATIÈRES

PRENDRE SES RESPONSABILITÉS 4

FAITS SAILLANTS CONCERNANT LA RSE EN 2015 4

MESSAGE DU PRÉSIDENT ET CHEF DE LA DIRECTION, BENOIT DAIGNAULT 6

MESSAGE DE LA PREMIÈRE VICE-PRÉSIDENTE, AFFAIRES GÉNÉRALES 8

APPROCHE DE RSE 10

LUTTE CONTRE LA CORRUPTION 12

À L'ÉCOUTE DES PARTIES PRENANTES 14

APERÇU DU BILAN DE LA RSE 16

À PROPOS DU PRÉSENT RAPPORT 17

AIDER LES ENTREPRISES CANADIENNES À RÉUSSIR À L'ÉTRANGER 19

CE QUE NOUS FAISONS 19

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES 23

TECHNOLOGIES PROPRES 25

PROTÉGER L'ENVIRONNEMENT ET LA POPULATION 26

EXAMENS DES RISQUES ENVIRONNEMENTAUX ET SOCIAUX 26

CHANGEMENTS CLIMATIQUES 30

DROITS DE LA PERSONNE 32

ÊTRE UNE ENTREPRISE SOCIALEMENT RESPONSABLE 34

ÉTHIQUE ET TRANSPARENCE 34

COLLECTIVITÉ 38

NOTRE LIEU DE TRAVAIL 40

EMPREINTE OPÉRATIONNELLE 42

REMPLIR NOS ENGAGEMENTS

EXPORTATIONS D'UNE VALEUR DE 15,5 MILLIARDS DE DOLLARS
réalisées par les petites et moyennes entreprises soutenues par EDC

530 839 EMPLOIS
Nombre d'emplois équivalant à la valeur totale de nos activités

VALIDÉ

400+
Évaluations approfondies du risque de RSE

300 M$
Obligations vertes émises par EDC pour contribuer aux transactions de financement

Photos : © Getty Images; © Ingram Image

PRENDRE SES RESPONSABILITÉS

« Nous voyons les pratiques exemplaires de RSE comme un élément essentiel pour répondre aux besoins des entreprises canadiennes. »

G4-EC1, FS

FAITS SAILLANTS CONCERNANT LA RSE EN 2015

7 343 CLIENTS SERVIS

Volume total d'activités facilitées de
104,2 G$

7
projets examinés selon les Principes de l'Équateur

VALIDÉ

EDC a aidé 5 983 petites et moyennes entreprises à réaliser
15,5 G$ D'EXPORTATIONS

Représentation des femmes aux postes de direction au sein d'EDC en hausse pour s'établir à
44 %, 5 % DE PLUS
que l'année précédente

30
bourses d'études en commerce international remises à des étudiants canadiens

Photos : © Getty Images; © Getty Images

FAITS SAILLANTS CONCERNANT LA RSE EN 2015

G4-EC1, FS

NOUS AVONS AUSSI RÉALISÉ LES PROGRÈS SUIVANTS EN 2015 :

Perfectionnement de notre méthode d'évaluation des risques environnementaux et sociaux liés aux transactions : évaluations plus rigoureuses, analyse approfondie des risques liés aux droits de la personne et à la corruption et normalisation de notre approche de divulgation des renseignements sur les transactions.

Sensibilisation des clients aux risques de corruption généraux ou liés à des pays particuliers au moyen de vidéos et d'articles en ligne.

Émission de la deuxième obligation verte d'EDC, un titre à revenu fixe de 300 millions de dollars américains qui permet aux investisseurs de contribuer au financement de projets verts partout dans le monde.

Participation à l'élaboration de l'Accord sectoriel sur les crédits à l'exportation pour les projets de production d'électricité à partir de charbon de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), qui éliminera graduellement le soutien des centrales thermiques au charbon à partir de 2017.

EDC figure au palmarès des 40 futurs leaders canadiens en responsabilité sociale des entreprises et des meilleurs employeurs de la région de la capitale nationale en 2015.

Consultez les documents **LA RSE À EDC, EN CHIFFRES** et **PRIX** pour voir des points de données supplémentaires et vous renseigner sur nos réalisations.

Photos : © Getty Images; © Getty Images

MESSAGE DU PRÉSIDENT ET CHEF DE LA DIRECTION, BENOIT DAIGNAULT

G4-1

Au cours des dernières années, nous avons constaté une évolution de ce que la communauté internationale considère comme des pratiques concrètes de responsabilité sociale des entreprises (RSE).

Ce changement est surtout motivé par les consommateurs, qui accordent une plus grande importance à l'éthique commerciale, et par les entreprises qui tiennent compte de leur responsabilité environnementale et sociale. Les gouvernements et les organisations internationales participent également à ce mouvement, comme le confirme la négociation récente de deux importants accords internationaux : l'Accord de Paris à la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (COP21) et les objectifs de développement durable de l'ONU. Par conséquent, les entreprises doivent faire davantage preuve de transparence, avoir une structure de gouvernance claire et accorder plus d'attention à l'incidence de leurs activités sur l'environnement, la société et les droits de la personne si elles entendent demeurer concurrentielles et pertinentes pour leurs clients.

Les pratiques commerciales éthiques ont toujours été importantes pour EDC, mais, depuis deux décennies, nous avons mis davantage l'accent sur tous les aspects de la RSE en ce qui concerne les entreprises que nous appuyons. À titre de président et chef de la direction de cette organisation, je prends très au sérieux la nécessité d'être particulièrement attentif à l'incidence de nos activités.

EDC aspire à être un chef de file en aidant les entreprises canadiennes à accroître leurs activités commerciales à l'étranger, et ce, en leur fournissant ce dont elles ont vraiment besoin, aujourd'hui et demain. En cette nouvelle ère d'incertitude économique, d'instabilité politique et d'évolution des attentes envers les entreprises, nous voyons les pratiques exemplaires de RSE comme un élément essentiel pour répondre aux besoins des entreprises canadiennes. C'est pourquoi la conduite responsable des affaires est intégrée à la culture d'EDC – et au cœur de notre mode de fonctionnement.

Benoit Daignault
Le président et chef de la direction

TRAVAILLER AVEC NOS PARTIES PRENANTES

De plus en plus, lorsque la haute direction d'EDC se réunit pour discuter des affaires, elle tient non seulement compte des aspects financiers et opérationnels, mais aussi des enjeux de RSE. Nous reconnaissons que pour être un chef de file en matière de RSE, nous devons répondre à certaines exigences de base : une culture qui renforce les principes de RSE, un noyau principal d'activités et une marque fondés sur ces principes, des pratiques de développement des affaires en accord avec les objectifs de RSE et des moyens de mesurer les progrès accomplis au regard de cibles et d'objectifs ambitieux en matière de RSE.

Quand vient le temps de mettre la barre haute, il ne s'agit pas de refuser des transactions ou de tourner le dos à des clients, mais simplement de faire preuve de clarté dès le départ en ce qui a trait à nos engagements liés à la RSE, d'harmoniser les attentes dans les secteurs et sur les marchés plus risqués, et d'avoir l'expertise nécessaire pour gérer méthodiquement les situations délicates.

Lorsque nous considérons l'incidence de nos activités sur les parties prenantes au Canada et à l'étranger, nous devons demeurer à l'écoute de tous les intervenants touchés par les transactions et les investissements que nous appuyons et continuellement agir en fonction des renseignements recueillis. Il y va de la réussite à long terme de nos clients.

Photos : © Getty Images; © Martin Lipman

PRENDRE SES RESPONSABILITÉS

MESSAGE DU PRÉSIDENT ET CHEF DE LA DIRECTION, BENOIT DAIGNAULT

RETOUR SUR 2015

Nous avons franchi d'importantes étapes en 2015 en vue d'atteindre notre objectif de devenir un chef de file des pratiques de RSE et d'entraîner nos clients et parties prenantes dans notre sillage :

- Nous avons émis notre deuxième obligation verte, qui a été bien accueillie par les marchés financiers internationaux, ce qui traduit une forte demande envers les produits de placement axés sur le commerce durable et les projets d'infrastructure.
- EDC joue un rôle actif sur la scène internationale pour réaliser des avancées de concert avec les groupes de travail de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). En 2015, nous avons présenté des idées progressistes, en collaboration avec des spécialistes des questions environnementales et sociales qui travaillent auprès d'autres organismes de crédit à l'exportation (OCE), dans le cadre de notre rôle à la présidence du groupe de spécialistes de l'environnement des organismes de crédit à l'exportation de l'OCDE et de notre participation au groupe de spécialistes des droits de la personne des organismes de crédit à l'exportation de l'OCDE. Notre équipe communique régulièrement les expériences d'EDC liées à la mise en œuvre des Approches communes de l'OCDE et des Critères de performance de la Société financière internationale (IFC), qui servent ensuite à orienter les pratiques exemplaires des OCE et à mettre à jour les Approches communes concernant le devoir de diligence environnementale et sociale.
- Nous élargissons et approfondissons nos relations avec nos clients au-delà des transactions que nous entreprenons avec eux. Nous prenons le temps de leur expliquer les liens et les interdépendances entre le soutien d'une transaction par EDC et l'évaluation de ses répercussions sur l'environnement, la société et les droits de la personne. En sensibilisant et en encadrant les entreprises sur la responsabilité dans leurs pratiques commerciales, nous voulons favoriser une compréhension commune des valeurs et des principes de la RSE.
- Nous avons intégré de nouveaux membres à notre Conseil consultatif sur la RSE, un groupe de neuf dirigeants provenant du monde des affaires, de la société civile et de la communauté universitaire qui orientent le développement des pratiques de RSE d'EDC. Le Conseil consultatif a joué un rôle déterminant en mettant EDC au fait des nouvelles pratiques exemplaires et du point de vue des parties prenantes importantes, ce qui nous a poussés à nous améliorer. Un des principaux sujets de discussion abordés en 2015 concerne les droits de la personne et le rôle d'EDC vis-à-vis des *Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme* de l'ONU. En réaction aux propositions du Conseil consultatif, nous étudions comment une institution financière telle qu'EDC peut promouvoir – et non seulement défendre – les droits de la personne.

REGARD VERS L'AVENIR

Beaucoup de travail reste à faire, mais nous traitons de plus en plus la RSE comme une philosophie d'entreprise, et non plus comme une simple étape du processus transactionnel; ce faisant, nous l'intégrons à nos activités de manière durable.

Les efforts déployés pour que la stratégie globale d'EDC s'articule toujours plus autour de pratiques commerciales responsables se poursuivront en 2016, sous l'impulsion de notre Conseil consultatif sur la RSE et des membres du Conseil d'administration. Nous croyons que notre approche en matière de financement, rigoureuse et fondée sur les valeurs, est bonne pour les affaires comme pour la planète.

J'aimerais remercier notre Conseil consultatif sur la RSE et les membres du Conseil d'administration pour leurs conseils, leurs points de vue et leur constant soutien au cours de la dernière année. Leur contribution a été extrêmement précieuse et continuera de nous aider à faire évoluer nos pratiques de RSE. Je tiens aussi à exprimer ma reconnaissance à tous les employés d'EDC pour leur engagement indéfectible envers le travail que nous accomplissons. Ils ont adopté une mentalité axée sur la durabilité et affiché une volonté d'aider véritablement nos clients, nos parties prenantes et les communautés où nous vivons et travaillons.

Le président et chef de la direction,

Benoit Daignault

Photo : © Getty Images

MESSAGE DE LA PREMIÈRE VICE-PRÉSIDENTE, AFFAIRES GÉNÉRALES

G4-1

Depuis mon entrée en poste aux Affaires générales en janvier 2016, j'ai été frappée par l'importance qu'accordent les entreprises canadiennes aux pratiques commerciales responsables, soit de leur propre initiative, soit parce que le marché les y oblige. Il est évident que la responsabilité sociale des entreprises (RSE) est maintenant une considération incontournable des entreprises avant-gardistes. D'ailleurs, je suis heureuse de constater qu'EDC s'adapte aux besoins et aux attentes des clients et de la société.

Catherine Decarie
Première vice-présidente,
Affaires générales

ÉVOLUTION DU RÔLE DE LA RSE À EDC

Notre organisation a fait un énorme pas en avant en 2015 avec l'élaboration d'un nouveau cadre de gestion des risques d'entreprise, qui non seulement nous aide à gérer les risques plus efficacement, mais nous permet aussi de mieux saisir les avantages que nous procure la RSE et ce que nous devons faire pour nous améliorer. Cet exercice a mené à la création d'un Groupe de la conformité et de l'éthique centralisé et dirigé par un vice-président et chef de la conformité et de l'éthique, qui vise à renforcer et à améliorer les programmes de conformité et d'éthique d'EDC. Nous avons aussi transféré notre fonction de RSE au sein du Groupe des affaires générales afin de l'inclure parmi les différentes fonctions qui concourent à la bonne réalisation de nos activités.

Depuis, nous avons élargi les compétences de notre Équipe de la RSE en y ajoutant des experts techniques, notamment en matière de changements climatiques et de financement de la lutte contre ces changements, et en pourvoyant aux postes de direction clés afin de travailler en partenariat avec nos équipes du développement des affaires. Nous voulons intégrer nos spécialistes de la RSE plus tôt au cours du processus de transaction afin qu'ils puissent vérifier la présence de problèmes et informer et encadrer les clients potentiels en ce qui a trait aux pratiques commerciales responsables, surtout dans le cadre de transactions complexes. Cette évolution est d'autant plus importante que nos clients sont de plus en plus nombreux à étendre leurs activités sur les marchés émergents. Plus tôt nous participons au processus, plus notre influence peut être grande.

RETOUR SUR 2015

Nous avons fait de solides progrès sur plusieurs plans au cours de l'année 2015. Par exemple, nous avons continué d'améliorer nos processus de lutte contre la corruption et nos mesures de sauvegarde pour nous assurer de mener nos activités de façon éthique. Nous avons notamment renforcé les processus de contrôle préalable et amélioré la formation du personnel.

Nous avons également aidé les petites et moyennes entreprises (PME) à comprendre et à atténuer les risques de corruption qui les guettent lorsqu'elles commencent à faire des affaires sur les marchés étrangers. En plus d'offrir de l'orientation et du soutien directs, nous avons conçu des ressources multimédias qui visent à informer les entreprises de ces risques. En partenariat avec TRACE International, un organisme à but non lucratif qui a pour mission de lutter contre la corruption, nous avons publié sur **exportateursavertis.ca** une série d'articles éclairants, pragmatiques et mobilisateurs qui présentent les antécédents et les risques de corruption dans 19 pays.

Photos : © Getty Images; © Martin Lipman

PRENDRE SES RESPONSABILITÉS

MESSAGE DE LA PREMIÈRE VICE-PRÉSIDENTE, AFFAIRES GÉNÉRALES

Je suis très fière que nous ayons contribué à mettre la touche finale à l'Accord sectoriel sur les crédits à l'exportation pour les projets de production d'électricité à partir de charbon de l'OCDE. Cet accord éliminera progressivement le soutien officiel offert par les agences de crédit à l'exportation aux centrales thermiques au charbon à partir de 2017. Il s'agit d'un important pas en avant dans la transition mondiale vers une économie à faible intensité de carbone; c'est une initiative qui nous pousse à passer l'empreinte carbone de notre portefeuille sous la loupe.

Cela dit, il y a encore du travail à accomplir, et nous n'arrivons pas toujours à bien faire les choses. Durant la dernière année, des parties prenantes nous ont de nouveau reproché de soutenir certaines entreprises. Toutes les organisations, y compris EDC, doivent tenter de trouver un équilibre entre la RSE et les impératifs commerciaux. Dans la mesure du possible, nous essayons de collaborer avec les entreprises pour hausser la barre plutôt que de leur tourner le dos. Nous répondons aux commentaires et aux questions des parties prenantes en leur expliquant nos positions et nos processus de contrôle préalable, puis nous utilisons leur rétroaction pour nous améliorer.

Nos efforts liés à la RSE ont été récompensés par divers prix; EDC a notamment figuré au palmarès des 40 futurs leaders canadiens en responsabilité sociale des entreprises de Corporate Knights et des meilleurs employeurs de la région de la capitale nationale en 2015. À mesure que nos programmes de RSE continuent d'évoluer, ces marques de reconnaissance nous montrent que nous sommes sur la bonne voie.

LES ENTREPRISES CANADIENNES CHERCHENT UN PARTENAIRE POUR LES AIDER À FAIRE LEUR PLACE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX.

RETROUSSER NOS MANCHES POUR RÉPONDRE AUX BESOINS DES ENTREPRISES CANADIENNES

Les marchés d'exportation sont en évolution, et il est de plus en plus difficile pour les entreprises canadiennes, particulièrement les PME, d'anticiper et de gérer les risques et les attentes. C'est pourquoi elles cherchent un partenaire pour les aider à faire leur place sur les marchés internationaux. Au cours de l'année à venir, nous tenterons de recourir à la RSE pour nous démarquer dans notre approche de développement du commerce international.

Nous faisons tout en notre pouvoir pour répondre aux besoins de nos clients – renforcer nos capacités relatives à la RSE et inclure la RSE dans nos processus d'affaires tout en maintenant un engagement durable envers nos employés, les collectivités locales et les autres parties prenantes.

La première vice-présidente, Affaires générales,

Catherine Decarie

Photo : © Getty Images

APPROCHE DE RSE

G4-44

EDC se doit de remplir son mandat de manière responsable, en accord avec les valeurs des Canadiens. Elle doit donc tenir compte des effets environnementaux et sociaux des activités qu'elle appuie et des attentes de ses parties prenantes : clients, employés, gouvernement du Canada, société civile et médias. Dans cette optique, elle examine constamment ces attentes, et sa stratégie de RSE reflète la vaste gamme d'initiatives qu'elle a mises en place pour y répondre.

Notre stratégie de RSE tient compte des répercussions sur les parties prenantes et des

ATTENTES DE CES DERNIÈRES.

G4-44

LA MOBILISATION DES PARTIES PRENANTES

La mobilisation des parties prenantes fait partie intégrante de notre approche en matière de RSE.

POUR EN SAVOIR PLUS SUR NOTRE APPROCHE ET NOS ACTIVITÉS EN 2015, CONSULTEZ LES SECTIONS OU ANNEXES SUIVANTES :

> À L'ÉCOUTE DES PARTIES PRENANTES

> ÉVÉNEMENTS DES PARTIES PRENANTES EN 2015

LOI HABILITANTE ET ACCORDS G4-44

Le mandat d'EDC est énoncé dans *la Loi sur le développement des exportations*. EDC est également assujettie à la *Loi sur la corruption d'agents publics étrangers*, à la *Loi fédérale sur la responsabilité* et à la *Loi sur la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles*.

Le Canada figure parmi les pays membres de l'OCDE. Par conséquent, à titre de société en propriété exclusive du gouvernement du Canada, EDC est tenue de respecter les engagements pris par ce dernier envers l'OCDE, notamment en ce qui a trait au respect de la *Recommandation révisée du Conseil de l'OCDE sur les Approches communes concernant l'environnement et les crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public* (les « Approches communes »), de la *Recommandation du Conseil de l'OCDE sur la corruption et les crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public* et d'autres recommandations.

Nous avons également adopté en 2007 les Principes de l'Équateur, barème du secteur financier utilisé pour déterminer, évaluer et gérer les risques sociaux et environnementaux du financement de projets, et fait des Critères de performance de la Société financière internationale (IFC) notre principale norme pour l'évaluation des incidences environnementales et sociales des projets dans les pays en développement.

Pour en savoir plus, consultez notre **liste complète** de lois habilitantes, d'accords internationaux et d'adhésions.

LOIS HABILITANTES ET ACCORDS

Cliquez ici pour consulter notre liste complète de lois habilitantes, d'accords internationaux et d'adhésions.

Photos : © Getty Images; © Ingram Image

APPROCHE DE RSE

G4-44

PILIERS DE LA RSE

Nous divisons nos principaux engagements et activités liés à la RSE en cinq piliers :

ÉTHIQUE COMMERCIALE

Nous faisons preuve **d'honnêteté, d'intégrité et d'impartialité** dans l'exercice de nos activités, et attendons le même comportement de la part de nos clients.

ENVIRONNEMENT

Nous sommes conscients de **l'impact de nos activités** et **opérations sur l'environnement**.

TRANSPARENCE

Nous nous efforçons d'établir un équilibre entre l'obligation de rendre des comptes au public et le respect **de la confidentialité de nos clients**.

ENGAGEMENT DU PERSONNEL

Nous sommes déterminés à instaurer un climat qui stimule et **favorise le rendement de nos employés et leur perfectionnement**.

INVESTISSEMENT DANS LA COLLECTIVITÉ

Nous investissons dans la collectivité et encourageons nos employés à participer activement à **la vie communautaire**.

GOUVERNANCE EN MATIÈRE DE RSE G4-44, G4-34

EDC est dirigée par un Conseil d'administration composé principalement de représentants du secteur privé. Le Conseil a pour mandat de superviser la direction et la gestion d'EDC de même que l'orientation stratégique décrite dans son Plan d'entreprise. Les membres du Conseil sont nommés par le gouvernement du Canada et relèvent du Parlement par l'intermédiaire du ministre du Commerce international.

Le Conseil supervise l'orientation générale d'EDC en matière de RSE. Cliquez sur le lien pour accéder au **diagramme** illustrant le rôle de la direction et la répartition des responsabilités à cet égard.

Tout au long de 2015, le Conseil s'est occupé de diverses questions de RSE, comme la réalisation d'un examen, par une tierce partie indépendante, des pratiques d'EDC en matière de lutte contre la corruption et la définition des fonctions et des capacités du nouveau chef de la conformité et de l'éthique. De plus, un des membres du Conseil d'administration participe aux réunions du **Conseil consultatif sur la RSE**.

Pour en savoir plus sur le rôle et la participation du Conseil d'administration quant aux enjeux de la RSE, consultez la section **La gouvernance à EDC** de notre Rapport annuel de 2015.

FOURNISSEURS G4-44

Notre bassin de fournisseurs est une ressource précieuse qui nous permet d'offrir des services aux exportateurs canadiens. L'approvisionnement en biens et services nécessaires à nos activités opérationnelles est régi par notre Politique sur les achats; nous aspirons au traitement juste et équitable de tous nos fournisseurs. Par exemple, la politique oblige EDC à protéger la confidentialité des secrets commerciaux et des renseignements sur la tarification de ses fournisseurs, et elle permet à ces derniers d'accéder à un processus de résolution des plaintes si un différend survient. La Politique sur les achats se trouve **ici**.

Photos : © Getty Images; Offerte par Sherritt International

PRENDRE SES RESPONSABILITÉS

LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

G4-DMA Lutte contre la corruption, G4-SO3, G4-DMA Conformité

La corruption fausse les échanges, nuit à la libre circulation des biens et services et entrave la croissance économique. Le Canada a pris des mesures pour lutter contre la corruption de concert avec d'autres grandes nations commerçantes, et EDC a un rôle important à jouer pour soutenir leurs efforts.

NOTRE APPROCHE

EDC a adopté une politique de tolérance zéro – en un mot, nous n'appuierons aucune activité commerciale née d'un acte de corruption.

À titre de pays membre de l'OCDE, le Canada a adopté la *Loi sur la corruption d'agents publics étrangers*, qui oriente nos activités. EDC est également membre du Groupe de travail sur les crédits et les garanties de crédit à l'exportation de l'OCDE et est tenue de respecter la *Recommandation de l'OCDE sur la corruption et les crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public*.

De plus, le **Code d'éthique commerciale d'EDC** et les **Lignes directrices d'EDC sur la lutte contre la corruption** lui interdisent d'appuyer sciemment une transaction comportant l'offre ou la remise d'un pot-de-vin.

Le personnel de la souscription et du développement des affaires d'EDC soumet les transactions à une sélection préliminaire anti-corruption. Une équipe spécialisée effectue un contrôle préalable approfondi lorsque cette sélection révèle des préoccupations potentielles. La plupart du temps, les problèmes ne sont pas liés à nos clients canadiens, mais plutôt à leurs acheteurs étrangers, à des tiers ou à des projets pour lesquels ils assurent l'approvisionnement.

Nous avons mis sur pied un programme de lutte contre la corruption afin de sensibiliser davantage nos employés et nos clients au respect des conventions internationales et de la législation canadienne en la matière. Dans le cadre de ce programme, les clients d'EDC sont tenus de signer une déclaration ou d'accepter les clauses anti-corruption dans leurs contrats afin de garantir qu'EDC puisse respecter ses engagements.

Les exportateurs canadiens sont peu conscients des risques de corruption, et nous consacrons beaucoup de ressources à les informer. Le président d'EDC écrit à tous les nouveaux clients pour leur rappeler leurs obligations juridiques et leur offrir des conseils. Nous offrons également des outils de conformité, des vidéos et des webinaires, et nous publions des articles périodiques, dont certains en partenariat avec TRACE International, sur **exportateursavertis.ca**.

Pour en savoir plus sur notre approche

Approche d'EDC en matière de corruption dans les transactions commerciales internationales (PDF)

Foire aux questions sur la lutte contre la corruption

Faites échec à la corruption : Guide d'EDC à l'intention des exportateurs canadiens (PDF)

TOLÉRANCE ZÉRO

envers les activités commerciales nées d'un acte de corruption

Cliquez ici pour consulter les Lignes directrices d'EDC sur la lutte contre la corruption.

Photo : © Getty Images

PRENDRE SES RESPONSABILITÉS

LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

G4-DMA Lutte contre la corruption, G4-SO3, G4-DMA Conformité

RÉSULTATS DE 2015

54 TRANSACTIONS
ayant fait l'objet d'un contrôle préalable accru en matière de lutte contre la corruption

VALIDÉ

PUBLICATION DE 19 ARTICLES,
inspirés d'entrevues avec des spécialistes anti-corruption de TRACE International, portant sur les antécédents et les risques de corruption dans certains pays (voir **exportateursavertis.ca**)

PRODUCTION D'UNE VIDÉO AVEC PETER DENT,
associé, Deloitte, président du conseil de Transparency International Canada, portant sur la corruption et ses implications pour les exportateurs canadiens

G4-DMA Lutte contre la corruption, G4-SO3, G4-DMA Conformité

- Selon un examen externe indépendant commandé par le ministre du Commerce international, le programme de lutte contre la corruption d'EDC, tel qu'il a été conçu et mis en œuvre, est jugé solide et approprié à l'objectif principal d'EDC, soit de se conformer aux recommandations de l'OCDE; il respecte ou dépasse les obligations d'EDC en la matière. Les cadres supérieurs et le Conseil d'administration d'EDC ont été mis au fait des conclusions de l'examen ainsi que de recommandations d'amélioration continue visant l'intégration de nouvelles pratiques exemplaires.
- Nous avons commencé à mettre en œuvre certaines de ces recommandations, notamment en simplifiant les processus d'évaluation, en créant une classification des risques plus descriptive et intuitive afin d'améliorer la prise de décisions et la compréhension globale des risques au moment d'évaluer une transaction et en améliorant la formation du personnel, particulièrement celle des employés de la souscription et du développement des affaires.
- Dans le cadre de la mise en place de son programme de gestion des risques d'entreprise, EDC a créé un nouveau Groupe de la conformité et de l'éthique, qui, entre autres, est chargé de superviser et de surveiller la conformité aux lois, aux règlements et aux normes liés à la lutte contre la corruption. Consultez la section **Éthique et transparence** pour en savoir plus sur ce groupe.
- EDC a appuyé d'importantes initiatives visant à sensibiliser les acteurs du secteur privé aux risques de corruption et à leur fournir des outils pratiques pour les aider à contrer et à gérer ces risques. Elle a notamment commandité le dialogue annuel de *Transparency International* sur les tendances, les programmes de conformité et les mesures coercitives en matière de lutte contre la corruption, et elle a contribué à la création d'un livre numérique intitulé *Designing an Anti-Corruption Compliance Program: A Guide for Canadian Businesses* (Concevoir un programme de lutte contre la corruption : Guide à l'intention des entreprises canadiennes), publié par le Réseau canadien du Pacte mondial des Nations Unies.

SELON UN EXAMEN INDÉPENDANT,
le programme de lutte contre la corruption d'EDC est solide et approprié.

CE QUE NOUS VISONS

La mise en œuvre des recommandations issues de l'examen se poursuivra en 2016 et en 2017 avec la participation de l'équipe responsable des crimes financiers de notre nouveau Groupe de la conformité et de l'éthique. EDC collaborera également avec l'OCDE à l'examen de sa *Recommandation sur la corruption et les crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public*, adoptée en 2006.

Photos : © Getty Images; © Getty Images

PRENDRE SES RESPONSABILITÉS

À L'ÉCOUTE DES PARTIES PRENANTES

G4-21, G4-24, G4-26, G4-27, G4-DMA Portefeuille de produits

La mobilisation des parties prenantes fait partie intégrante de notre approche en matière de RSE. Elle nous aide à mieux comprendre les répercussions réelles et potentielles de nos décisions et à accorder la priorité aux enjeux les plus pressants. Elle est également importante pour acquérir la confiance de nos parties prenantes et créer un véritable sentiment de responsabilité dans notre organisation.

Voici un aperçu de ce que nous ont dit les principaux groupes de parties prenantes en 2015. Nous prenons ces commentaires très au sérieux et faisons tout en notre pouvoir pour répondre aux préoccupations soulevées, que ce soit par des communications directes ou par nos stratégies et nos plans dans les sphères du commerce et de la RSE.

CONSEIL CONSULTATIF SUR LA RSE – Formé de chefs de file du monde des affaires, de la société civile et de la communauté universitaire, le Conseil consultatif sur la RSE nous conseille et oriente nos pratiques liées à la RSE. Parmi les principaux sujets de discussion en 2015, on trouvait les droits de la personne et le rôle d'EDC vis-à-vis des *Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme* de l'Organisation des Nations Unies (ONU). C'est ainsi que nous en sommes à explorer les meilleurs moyens pour une institution financière comme EDC de promouvoir les droits de la personne. La composition du Conseil consultatif sur la RSE et les résumés de nos réunions sont présentés sur notre **site Web**.

PANEL CONSULTATIF SUR L'INDUSTRIE – Ce panel réunit les dirigeants d'associations canadiennes commerciales et industrielles afin qu'ils mettent en commun leur expertise du commerce extérieur et des investissements à l'étranger et qu'ils proposent à EDC différentes manières d'améliorer ses services. Voici quelques-uns des thèmes abordés en 2015 : gérer les pénuries de main-d'œuvre et de compétences, accroître la capacité intérieure, attirer l'investissement étranger au Canada, soutenir les exportateurs non traditionnels, tenir compte de l'aspect commercial de la nouvelle réglementation et des nouvelles politiques nationales, et demeurer concurrentiel. Ces questions ont toutes une incidence sur la capacité d'EDC à réaliser son mandat; par exemple, différents exportateurs misant sur des occasions d'affaires internationales se sont vus freinés par des pénuries de main-d'œuvre qualifiée. La composition du panel de 2015 et les résumés des réunions sont présentés sur notre **site Web**.

LE CONSEIL CONSULTATIF SUR LA RSE, COMPOSÉ DE NEUF MEMBRES,

nous conseille et oriente nos pratiques liées à la RSE.

Cliquez ici pour en savoir plus.

G4-21, G4-24, G4-26, G4-27, G4-DMA Portefeuille de produits

Clients – Nous demandons régulièrement de la rétroaction aux clients d'EDC afin de mesurer leur satisfaction et d'améliorer notre service. Voici certains des commentaires reçus :

« Je comprends la nécessité du rigoureux processus de contrôle préalable d'EDC, et je vois bien que les considérations touchant l'environnement et les droits de la personne sont importantes pour EDC. En fait, ces valeurs sont alignées sur les nôtres et sur notre façon de conduire des affaires; p. ex., lorsque nous choisissons nos fournisseurs, nous visitons personnellement les installations pour nous assurer que les conditions de travail sont acceptables. » – Président d'un fabricant de vêtements

« EDC offre un service de grande valeur que toutes les entreprises devraient envisager d'utiliser, surtout dans l'environnement actuel. Selon moi, ce service entre dans la catégorie du contrôle des risques, que beaucoup d'entreprises n'ont pas le temps de considérer. Elles reçoivent les commandes, produisent les biens et livrent le tout, et c'est seulement ENSUITE qu'elles se préoccupent du paiement. Bref, je dirais qu'il s'agit d'un outil de gestion des risques très utile. »

« J'ai l'impression qu'EDC ne s'intéresse pas à tous les marchés, alors voici ma suggestion rapide : vous devriez faire affaire avec un plus grand nombre de pays. »

Photos : © Getty Images; © Ingram Image

PRENDRE SES RESPONSABILITÉS

À L'ÉCOUTE DES PARTIES PRENANTES

G4-21, G4-24, G4-26, G4-27, G4-DMA Portefeuille de produits

GOUVERNEMENT ET ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE – Dans le cadre de l'élaboration de notre Rapport sur la RSE 2015, nous avons fait appel à une tierce partie pour découvrir ce que certaines de nos parties prenantes au gouvernement et dans des organisations de la société civile avaient à dire sur nous. Voici quelques-unes des citations retenues de même que les trois conclusions que nous avons tirées de cet exercice :

À propos du rôle d'EDC

« La façon dont les entreprises canadiennes mènent leurs activités à l'étranger a de l'importance, car elles représentent le Canada dans le monde. L'aide financière accordée par EDC est une occasion de promouvoir le commerce responsable. »

« EDC est tenue en haute estime par les meilleurs organismes de crédit à l'exportation (OCE) et considérée comme ayant une approche progressiste qui contribue à l'avancement de la RSE dans tous les OCE. »

À propos de la transparence

« EDC utilise trop souvent la confidentialité du client comme prétexte pour ne pas divulguer des renseignements. »

« Il est possible qu'EDC fasse une excellente sélection préliminaire au regard des risques environnementaux et sociaux, et qu'elle refuse de nombreux projets à notre insu. Cependant, si elle veut conserver la confiance de la population, elle devrait divulguer plus de renseignements, et le faire plus tôt au cours du processus d'évaluation. »

À propos des droits de la personne

« Je ne connais aucune OCE qui fait un très bon travail en ce qui a trait aux contrôles préalables liés aux droits de la personne. »

À propos des changements climatiques

« EDC devrait arrêter de financier les combustibles fossiles et investir davantage dans les énergies vertes. »

« EDC reconnaît que les changements climatiques constituent un problème sérieux, mais elle demande seulement à ses clients de faire le suivi et de rendre compte de leurs émissions. Selon nous, il ne s'agit pas d'une contribution très importante à la lutte contre les changements climatiques. »

G4-21, G4-24, G4-26, G4-27, G4-DMA Portefeuille de produits

Conclusions tirées de nos conversations avec le gouvernement et les organisations de la société civile

1) Nous devons réévaluer avec précision quels renseignements supplémentaires nous pourrions divulguer au sujet des transactions, et à quel moment nous pouvons les divulguer sans révéler d'informations confidentielles sur nos clients. Nous divulguons une quantité importante de renseignements sur notre site Web, mais nous reconnaissons qu'il n'est pas facile pour les parties prenantes de les trouver. Nous travaillons à regrouper l'information dans le but de corriger ce problème. Pour en savoir plus sur nos politiques et approches actuelles en matière de transparence, **cliquez ici**.

2) Nous avons grandement amélioré notre approche en ce qui concerne les droits de la personne, notamment par la mise en œuvre de notre nouvelle stratégie en la matière. Par exemple, en 2015, nous avons mis sur pied un comité interne qui nous aidera à améliorer nos outils de contrôle préalable sur ce plan. Toutefois, nous reconnaissons qu'il y a encore du travail à faire. Dans cette optique, nous orienterons mieux le personnel en ce qui a trait aux contrôles préalables en matière de droits de la personne, et nous mettrons en place un système qui signalera lorsqu'il est nécessaire d'approfondir ces contrôles. Pour en savoir plus sur notre approche des droits de la personne, **cliquez ici**.

3) Nos parties prenantes apprécient notre soutien aux entreprises de technologies propres et notre collaboration avec l'OCDE visant à changer la mentalité du secteur en ce qui a trait au charbon. Nous devons continuer en ce sens. **Cliquez ici** pour en savoir plus sur notre stratégie en matière de technologies propres, et ici pour en savoir plus sur nos mesures de lutte contre les changements climatiques.

Photos : © Getty Images; © Ingram Image

PRENDRE SES RESPONSABILITÉS

APERÇU DU BILAN DE LA RSE

	PRINCIPALES ACTIVITÉS PRÉVUES EN 2015	RÉSULTATS DE 2015	ACTIVITÉS PRÉVUES EN 2016
DROITS DE LA PERSONNE	Élaborer une stratégie de mise en œuvre axée sur les *Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme* de l'ONU.	Nous avons terminé l'élaboration de notre stratégie et commencé à en mettre en œuvre certains des éléments à court terme (p. ex., des seuils de contrôle préalable relatifs aux droits de la personne selon les différents pays); nous avons également mis sur pied un comité interne qui nous aidera à améliorer nos outils de contrôle préalable sur ce plan.	Continuer à mettre en œuvre et à améliorer notre stratégie en matière de droits de la personne : • Élaborer des directives destinées aux employés concernant les contrôles préalables relatifs aux droits de la personne. • Mettre en place un système pour signaler lorsqu'un contrôle préalable approfondi est requis. • Mettre la dernière main aux procédures de contrôle préalable en matière de droits de la personne.
LUTTE CONTRE LA CORRUPTION	Mettre en œuvre les décisions qu'a prises la direction d'EDC relativement aux recommandations du rapport d'examen externe.	Nous avons simplifié nos processus de contrôle préalable relatifs à la lutte contre la corruption, amélioré la formation du personnel (en particulier celui du développement des affaires et de la souscription) et créé une classification des risques plus descriptive pour améliorer la prise de décisions.	Poursuivre la mise en œuvre des recommandations. Assister l'OCDE dans la révision de sa *Recommandation sur la corruption et les crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public de 2006*.
CHANGEMENTS CLIMATIQUES	Poursuivre l'application des nouvelles procédures d'EDC afin d'assurer la qualité des données sur les gaz à effet de serre (GES) issues des projets. Renforcer la capacité de la Société grâce à des formations sur l'estimation des émissions de GES et à des méthodes permettant d'évaluer si les estimations fournies à EDC pour un projet donné sont raisonnables.	Nous avons normalisé les outils et les modèles de divulgation des données sur les GES et commencé à noter de manière précise les incidences en GES et les mesures d'atténuation dans les documents d'approbation. Huit employés d'EDC ont entrepris une formation spécialisée sur les méthodes de calcul des GES.	Divulguer le volume de financement d'EDC visant la lutte aux changements climatiques en 2016. Augmenter la capacité d'EDC à assurer le suivi du financement visant la lutte aux changements climatiques. Mettre en œuvre l'Accord sectoriel sur les crédits à l'exportation pour les projets de production d'électricité à partir de charbon de l'OCDE. Commencer à explorer les façons d'évaluer l'empreinte carbone du portefeuille de prêts d'EDC.

Téléchargez la version complète de notre **BILAN DE LA RSE EN 2015**.

Photo : © Getty Images

À PROPOS DU PRÉSENT RAPPORT

G4-3, G4-18, G4-19, G4-32

C'est avec plaisir que nous vous présentons le 11e Rapport sur la responsabilité sociale des entreprises (RSE) d'EDC. Notre rapport de 2015 est publié plus tard que d'habitude parce que nous avons pris le temps de sélectionner un fournisseur externe que nous avons mandaté pour nous aider à améliorer la présentation de l'information.

PORTÉE DU RAPPORT G4-20, G4-21, G4-28

Le présent rapport traite des activités d'EDC pour l'année civile 2015 au Canada comme à l'étranger, à deux exceptions près :

- Les données relatives à notre empreinte opérationnelle ne concernent que notre siège social, à Ottawa, où se trouvent plus de 90 % de nos installations (en superficie).
- Les données concernant les obligations vertes d'EDC sont présentées au gouvernement du Canada en fonction de l'exercice de ce dernier, soit du 1er avril au 31 mars.

INDEX DE LA *GLOBAL REPORTING INITIATIVE* (GRI)

Le présent rapport vise à satisfaire aux exigences des lignes directrices de la GRI. Ces lignes directrices offrent une structure pour la présentation de rapports en matière de RSE qui facilite la comparaison des rapports d'une entreprise à l'autre. Le rapport a été préparé conformément aux Lignes directrices du GRI (G4), et il a été rédigé conformément aux exigences de l'option « Conformité » – Critères essentiels. Vous pouvez repérer les indicateurs GRI dans le rapport à l'aide du symbole « Indicateur GRI ». Vous pouvez également télécharger notre **Index GRI**.

IMPORTANCE RELATIVE G4-25

La structure du rapport a été élaborée en fonction des principales questions de RSE soulevées à la fois par l'intermédiaire des canaux habituels de mobilisation des parties prenantes et dans le cadre d'exercices structurés portant sur l'importance relative.

En 2014, nous avons effectué une évaluation qui portait sur l'importance relative, et ce, dans le but de relever les questions de RSE prioritaires pour EDC et ses parties prenantes. Les résultats de l'évaluation se trouvent **ici**.

Lors de l'élaboration de notre Rapport sur la RSE 2015, nous avons interrogé des parties prenantes internes et externes pour vérifier que les préoccupations soulevées par l'évaluation de 2014 étaient toujours prioritaires et pour recueillir des données sur les questions et préoccupations actuelles. Le contenu du présent rapport reflète nos conclusions.

G4-31

VOS COMMENTAIRES

Nous aimerions connaître vos impressions sur notre rapport par l'intermédiaire de Twitter, Facebook ou LinkedIn ou directement à csr-rse@edc.ca.

TWITTER

FACEBOOK

LINKEDIN

COURRIEL
CSR-RSE@EDC.ca

Photo : © Getty Images

À PROPOS DU PRÉSENT RAPPORT

VALIDATION G4-33

Chaque année, nous retenons les services d'un tiers indépendant (Ernst & Young dans le cas du présent rapport) pour effectuer un exercice de validation. Non seulement cet exercice fournit à nos parties prenantes des renseignements sur la fiabilité des principaux indicateurs quantitatifs utilisés dans le rapport, mais il nous permet aussi de mieux gérer la manière dont nous recueillons les données et mesurons nos accomplissements. Les indicateurs sont choisis en fonction d'un certain nombre de critères, comme la nécessité d'améliorer nos processus de gestion, et selon les secteurs qui intéressent nos parties prenantes. Cette année, nous avons décidé de valider les indicateurs liés à quatre aspects essentiels de nos activités :

- Transparence – Divulgation des transactions de financement individuellement
- Éthique – Nombre de contrôles préalables approfondis effectués pour la lutte contre la corruption
- Répercussions économiques – Mesure des retombées pour le Canada (nombre d'emplois à l'échelle nationale)
- Incidences environnementales et sociales – Nombre de projets évalués selon les Principes de l'Équateur en 2015

Les données validées sont indiquées par le symbole suivant : VALIDÉ

La Déclaration de validation figure **ici.**

Photo : © Getty Images

G4-EC2

AIDER LES ENTREPRISES CANADIENNES À RÉUSSIR À L'ÉTRANGER

EDC offre aux entreprises canadiennes du financement, des assurances, des services de cautionnement et une expertise des marchés étrangers.

CE QUE NOUS FAISONS G4-2, G4-4, G4-EC2

EDC est l'organisme de crédit à l'exportation du Canada. Son mandat consiste à soutenir et à développer le commerce d'exportation du Canada en aidant les entreprises canadiennes à profiter des débouchés du marché international.

Pour remplir ce mandat, nous créons des solutions financières qui font rayonner les capacités et le savoir-faire des entreprises canadiennes sur la scène internationale – en les mettant directement en contact avec des acheteurs étrangers et des chaînes d'approvisionnement mondiales – et génèrent ainsi des retombées pour le Canada en ce qui a trait à l'économie et à la qualité de vie.

Nos solutions répondent aux besoins des grandes, des moyennes et des petites entreprises exerçant leurs activités partout dans le monde. Nous appuyons aussi l'investissement direct canadien à l'étranger et les investissements au Canada. Nos activités sont en grande partie réalisées en partenariat avec d'autres institutions financières et en collaboration avec le Service des délégués commerciaux (SDC) et d'autres organismes du gouvernement du Canada.

EDC est une société d'État financièrement autonome et indépendante du gouvernement du Canada; elle ne reçoit pas de crédits parlementaires annuels.

RAPPORTER LES AVANTAGES DU COMMERCE D'EXPORTATION AU CANADA.

Photo : © Getty Images

AIDER LES ENTREPRISES CANADIENNES À RÉUSSIR À L'ÉTRANGER

CE QUE NOUS FAISONS

G4-2, G4-4, G4-EC2

Produits de base

Les solutions de financement et d'assurances d'EDC sont assujetties à des conditions commerciales et sont offertes dans le but d'ajouter de la capacité au marché selon les besoins.

FINANCEMENT

Afin de prêter main-forte aux entreprises canadiennes qui affrontent la concurrence mondiale, nous offrons des produits qui leur permettent d'accéder facilement à du financement pour exécuter leurs commandes, ouvrir une succursale à l'étranger ou, dans certains cas, accorder du financement à leurs clients.

SOLUTIONS DE CAUTIONNEMENT ET DE GARANTIE

Si les cautionnements et les garanties sont des instruments nécessaires aux activités d'exportation, il n'en demeure pas moins qu'ils peuvent grever la trésorerie d'une entreprise. En partenariat avec les institutions financières, EDC offre aux entreprises toute une gamme de solutions de cautionnement et de garantie afin de les aider à obtenir le fonds de roulement dont elles ont besoin.

SOLUTIONS D'ASSURANCES

Les solutions d'assurances offertes par EDC aident les entreprises à protéger leurs activités sur les marchés mondiaux, qu'il s'agisse d'un seul contrat, d'un seul client ou de l'ensemble de leurs ventes à l'étranger. Elles peuvent aussi servir aux entreprises qui cherchent à accroître leurs ventes à l'étranger en les aidant à accéder au fonds de roulement dont elles ont besoin ainsi qu'à protéger leurs actifs.

Photos : © Getty Images; © Ingram Image

AIDER LES ENTREPRISES CANADIENNES À RÉUSSIR À L'ÉTRANGER

CE QUE NOUS FAISONS

G4-2, G4-4, G4-EC2

PRINCIPALES DONNÉES FINANCIÈRES G4-9

(en millions de dollars canadiens)	31 décembre 2015	31 décembre 2014
Activités de financement facilitées	25 410	21 576
Activités d'assurance facilitées	78 795	77 294
Bénéfice net	925	1 129
Total des produits	1 783	1 576
Produits nets	1 772	1 534
Total des charges administratives	351	327
Total des actifs	60 969	49 004
Total du passif	51 804	40 788
Total des capitaux propres	9 165	8 216
Total du capital investi	11 549	9 973
Dividende versé	–	1 129

Pour en savoir plus, consultez notre **Rapport annuel 2015**.

EMPLACEMENT DE NOS BUREAUX

En 2015, EDC comptait 17 représentations à l'étranger, où près de 40 employés se consacrent à faciliter les exportations et les investissements des entreprises canadiennes. EDC exploitait aussi 17 bureaux au Canada afin de mieux servir les exportateurs canadiens au pays. Notre siège social est situé à Ottawa (Ontario), et la majorité de nos employés y travaillent.

Photo : © Getty Images

EXEMPLE DE RÉUSSITE EN MATIÈRE DE TECHNOLOGIES PROPRES : H_2O INNOVATION

L'entreprise H_2O Innovation, lauréate du prestigieux prix « Water Technology Company of the Year » aux 2016 Global Water Awards, est un bel exemple de réussite canadienne.

H_2O Innovation a été fondée en 2000 par Frédéric Dugré, président et chef de la direction, à la suite de la crise causée par la contamination du réseau d'eau potable de la municipalité de Walkerton, en Ontario. Ses principaux produits sont des systèmes de filtration membranaire d'avant-garde utilisés pour la production d'eau potable, le traitement des eaux usées et les procédés industriels. Ces systèmes permettent de filtrer l'eau d'une manière respectueuse de l'environnement et peu coûteuse, sans avoir recours aux produits chimiques qui sont utilisés habituellement.

Depuis sa fondation, par des acquisitions et des investissements, H_2O Innovation a fait du chemin pour devenir plus intégrée verticalement, notamment en ce qui concerne la fabrication de produits chimiques (États-Unis, Chine) et celle de raccords (États-Unis). En 2015, l'acquisition de Clearlogx, une technologie de contrôle à base de produits chimiques utilisée dans les systèmes d'ultrafiltration membranaire, a été un grand pas en avant en ce qui a trait à l'élaboration de solutions intelligentes pour l'exploitation d'usines.

En 2016, H_2O Innovation a fait l'acquisition de Utility Partners, entreprise ayant son siège social aux États-Unis et qui se spécialise dans l'exploitation et l'entretien de stations municipales de traitement des eaux et des eaux usées. Cette acquisition s'ajoute à une nouvelle co-entreprise de location, d'exploitation et d'entretien de systèmes de traitement des eaux entamée l'année précédente.

EDC soutient H_2O Innovation depuis 2006. Lorsque l'entreprise a commencé à exporter ses produits aux États-Unis et dans d'autres pays, nous lui avons fourni de l'aide en matière de commerce d'exportation et avons assuré ses comptes clients. Récemment, dans le cadre de notre stratégie en matière de technologies propres, nous avons pu soutenir les grands besoins en cautionnement de H_2O Innovation – le cautionnement est très important dans le secteur de l'infrastructure, car il permet aux entreprises de signer et d'exécuter les contrats qui leur sont accordés. Nous avons également offert notre soutien à l'institution financière de l'entreprise pour faire en sorte que cette dernière dispose des liquidités nécessaires pour poursuivre ses activités et procéder à des acquisitions stratégiques.

« Aujourd'hui, notre entreprise exporte dans environ 40 pays, souligne Frédéric Dugré. Nous ne pourrions y arriver sans le filet de sécurité offert par EDC. Elle nous fournit le soutien financier dont nous avons besoin pour croître, en plus d'être présente sur le terrain, ce qui lui permet de nous tenir au courant des risques et des occasions dans les pays étrangers. »

« Le Canada est un marché relativement petit, mais riche en ressources hydriques. EDC comprend que nous devons exporter nos produits pour prospérer, et elle a toujours été là pour nous aider. »

Au moment de couronner H_2O Innovation « Water Technology Company of the Year », les Global Water Awards ont décrit l'entreprise en ces termes : « H_2O Innovation a démontré en 2015 qu'une petite entreprise qui allie créativité, esprit d'entreprise et dévouement peut révolutionner les façons de faire du secteur mondial de l'eau – et prospérer. Le reste du monde devrait s'en inspirer. »

« EDC COMPREND QUE NOUS DEVONS EXPORTER NOS PRODUITS POUR PROSPÉRER, ET ELLE A TOUJOURS ÉTÉ LÀ POUR NOUS AIDER. »

– Frédéric Dugré, président et chef de la direction, H_2O Innovation

Photo : © Offerte par H_2O Innovation

AIDER LES ENTREPRISES CANADIENNES À RÉUSSIR À L'ÉTRANGER

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES

G4-EC2, G4-DMA Impacts économiques indirects, FS7

Les petites et moyennes entreprises (PME) représentent environ 99 % des entreprises canadiennes et sont à l'origine de 40 % du produit intérieur brut (PIB) et de 55 % des emplois au Canada. Pourtant, seulement 7 % des PME, qui sont le moteur économique du pays, accèdent à la clientèle et aux chaînes d'approvisionnement internationales. Pour assurer la prospérité de l'économie canadienne, il faut donc aider un plus grand nombre de PME à exporter.

NOTRE APPROCHE

Aider les PME canadiennes à croître à l'échelle internationale, et particulièrement sur les principaux marchés émergents, est une priorité pour EDC. Elle reconnaît que les PME disposent de moyens financiers moindres que les grandes entreprises, alors elle s'appuie sur une définition élargie de ces dernières, qui englobe toutes les entreprises dont les ventes annuelles sont inférieures à 50 millions de dollars. Au cours des dernières années, nous avons élargi notre capacité de vente et de souscription pour servir un plus grand nombre de PME exportatrices à l'échelle du Canada.

EDC fournit des solutions de financement comme des prêts directs aux PME et des garanties de prêts aux institutions financières pour inciter ces dernières à consentir aux exportateurs le financement dont ils ont besoin. Nous fournissons également des produits d'assurance permettant aux PME de se protéger contre le risque de ne pas être payé par les acheteurs étrangers ainsi que des solutions de cautionnement et de garantie.

De plus, nous mettons à profit nos relations de financement avec des acheteurs étrangers pour les inciter à choisir des biens et services canadiens et pour intégrer davantage de PME à leurs chaînes d'approvisionnement. Sur **notre site Web** et d'autres canaux comme **exportateursavertis.ca**, nous offrons du soutien et de la formation en lien avec la préparation à l'exportation et la gestion des risques. Nous faisons aussi la promotion des PME qui sont des exemples de réussite à l'exportation dans les médias locaux et internationaux.

En 2015, nous avons adopté un nouvel indicateur pour compter le nombre de PME servies par EDC et nous fixer des objectifs annuels de croissance.

G4-EC2, G4-DMA Impacts économiques indirects, FS7

RÉSULTATS DE 2015

4 280 TRANSACTIONS
réalisées, 7 % de plus qu'en 2014

81 %
des clients d'EDC étaient des PME

170 PME
ont participé au programme de mentorat d'EDC

Photos : © Getty Images; © Getty Images

AIDER LES ENTREPRISES CANADIENNES À RÉUSSIR À L'ÉTRANGER

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES

G4-EC2, G4-DMA Impacts économiques indirects, FS7

- L'augmentation de 7 % du nombre de transactions a dépassé notre objectif pour 2015, qui était de 0 à 5 %.
- Nous avons lancé **ASSURCommerce**, un produit d'assurance crédit rapide offert en ligne qui s'adresse aux exportateurs canadiens voulant s'assurer contre le non-paiement d'un à cinq clients américains ou étrangers. Les transactions peuvent être approuvées dans les 30 minutes.
- Au total, 170 PME ont participé au programme de mentorat d'EDC, conçu pour les aider à faire fructifier leurs affaires sur les marchés mondiaux. Dans le cadre de ce programme, certaines entreprises ciblées pour leur potentiel de voir rapidement croître leurs exportations reçoivent une aide sur mesure pour se lancer à l'assaut de nouveaux marchés, comme des renseignements sur les marchés, des pistes de débouchés d'approvisionnement et des contacts avec des partenaires privilégiés comme le SDC. Steelworks Design a été l'une de ces entreprises. Pour en savoir plus sur le soutien que lui a fourni EDC, visitez **exportateursavertis.ca**.
- Nous organisons des séances de jumelage pour faciliter les mises en relation entre les PME et les acteurs importants de leur secteur. Nous avons tenu 26 séances en 2015, grâce auxquelles nous avons notamment mis en contact plus de 100 entreprises canadiennes avec des acheteurs étrangers potentiels lors de la convention annuelle de l'Association canadienne des prospecteurs et entrepreneurs (ACPE).

ASSURCOMMERCE PERMET DE FAIRE RAPIDEMENT ET FACILEMENT DES SOUMISSIONS EN LIGNE.

CE QUE NOUS VISONS

Nous avons fixé entre 2 et 7 % notre cible d'augmentation du nombre de transactions dans le segment des PME pour 2016. Pour ce faire, nous augmenterons notre appétence pour le risque dans certains domaines particuliers afin que nos clients ne ratent aucune occasion potentielle.

Photo : © Getty Images

AIDER LES ENTREPRISES CANADIENNES À RÉUSSIR À L'ÉTRANGER

TECHNOLOGIES PROPRES

G4-2, G4-EC2, FS8

À la fin de 2015, lors de la 21e Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (COP21) à Paris, plus de 190 pays se sont engagés à lutter contre les changements climatiques et à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre. La demande de solutions de technologies propres (ou écotechnologies) devrait donc continuer de grimper et représenter un potentiel incroyable pour ce secteur au Canada. Le défi de nombreuses écoentreprises est d'obtenir le financement pour passer du stade de la recherche et du développement à celui de la production, puis à la croissance.

PLUS DE 190 PAYS

se sont engagés à lutter contre les changements climatiques et à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre lors du sommet de Paris (COP21).

NOTRE APPROCHE

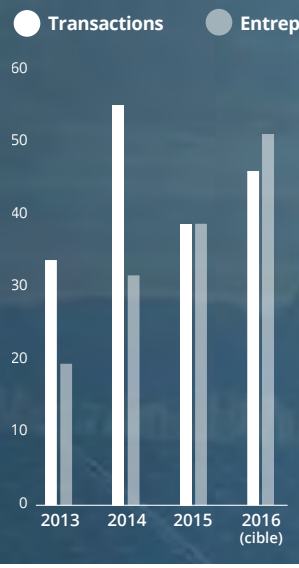
EDC travaille de près avec des ministères et des organismes du gouvernement fédéral comme la Banque de développement du Canada (BDC) et Technologies du développement durable Canada (TDDC) afin d'atteindre les objectifs du Canada en matière de changements climatiques et de renforcer ses capacités internationales pour soutenir le secteur en plein essor des écotechnologies.

Nous nous sommes dotés d'une équipe qui consacre ses efforts à comprendre et à soutenir les besoins uniques des écoentreprises canadiennes. Notre stratégie est axée sur la découverte d'entreprises canadiennes prometteuses dont les technologies sont au début du stade de commercialisation; nous voulons leur offrir nos solutions de financement et d'assurance, souvent en partenariat avec le secteur privé, pour combler les lacunes du marché. Nous aidons fréquemment les écoentreprises à accéder au soutien financier offert par les institutions financières traditionnelles.

G4-2, G4-EC2, FS8

RÉSULTATS DE 2015

SOUTIEN DES ÉCOENTREPRISES



Pour 2016, nous nous sommes donné comme objectif de porter à 50 le nombre d'écoentreprises que nous soutenons compte tenu de notre appétence pour le risque élargie, comparativement à 38 en 2015, et nous visons une croissance importante d'ici la fin de 2020. Nous savons qu'il existe environ 800 écoentreprises au Canada qui sont au stade de commercialisation, et nous nous attendons à ce que notre stratégie, une fois renouvelée, nous permette d'en soutenir un plus grand nombre.

CE QUE NOUS VISONS G4-2, G4-EC2, FS8

À la fin de 2015, nous avons commencé à renouveler notre stratégie en matière de technologies propres en réaction aux commentaires des exportateurs concernant la difficulté à obtenir le financement dont ils ont besoin. Nous nous sommes notamment joints à d'autres ministères et organismes du gouvernement fédéral au sein du Groupe de travail sur les technologies propres afin de coordonner nos différentes approches, d'améliorer l'expérience client et de faciliter l'accès des entreprises aux fonds dont elles ont besoin pour passer d'un stade de développement à un autre.

Photos : © Getty Images; © Ingram Image

PROTÉGER L'ENVIRONNEMENT ET LA POPULATION

Nous nous engageons à observer et à promouvoir des normes sociales et environnementales élevées dans tous les aspects de notre travail et auprès de toutes les entreprises, grandes ou petites, que nous soutenons.

G4-44, G4-DMA Biodiversité et FS11, G4-DMA Questions générales, G4-DMA Investissements, G4-DMA Travail des enfants, G4-DMA Communautés locales et FS13, G4-SO1 et FS14, G4-DMA Portefeuille de produits

EXAMENS DES RISQUES ENVIRONNEMENTAUX ET SOCIAUX

EDC est consciente que les activités qu'elle facilite pour les exportateurs et les investisseurs canadiens peuvent poser des risques environnementaux et sociaux. Il est donc primordial qu'elle se dote de procédures solides pour mettre en lumière les incidences négatives potentielles de toutes les transactions qu'elle appuie et qu'elle veille à ce que ces dernières soient gérées de façon responsable sur les plans financier, environnemental et social.

NOTRE APPROCHE

G4-HR5, G4-DMA Travail forcé ou obligatoire

Notre Cadre de gestion des risques environnementaux et sociaux oriente l'ensemble de notre travail et repose sur divers accords et normes internationaux. Ce cadre comprend notre **Politique de gestion des risques environnementaux et sociaux**, notre **Directive en matière d'évaluation environnementale et sociale** et notre **Politique de divulgation**.

Nos Services consultatifs environnementaux (EAS) ont mis en place de nombreuses procédures pour évaluer les risques environnementaux et sociaux posés par les activités que soutient EDC. Voici les différentes étapes qui peuvent s'appliquer selon la nature des transactions :

- un examen préalable de chaque transaction par un agent des finances;
- des déclarations dans lesquelles les exportateurs attestent que leurs transactions ou leurs activités n'ont, à leur connaissance, aucune incidence environnementale importante;
- un examen des risques par les EAS;
- l'application des Approches communes concernant l'environnement et les crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public de l'OCDE;
- l'application des Principes de l'Équateur, une initiative entreprise par les banques commerciales et d'autres institutions financières internationales afin d'évaluer et de gérer les risques environnementaux et sociaux liés au financement de projets avec recours limité ou sans recours;
- la mise en œuvre de la Directive en matière d'évaluation environnementale et sociale d'EDC, une obligation qui a force exécutoire en vertu des lois canadiennes et qui s'applique aux transactions importantes liées à un projet.

EDC S'ENGAGE À :

intégrer les pratiques reconnues à l'échelle internationale à ses processus décisionnels;

promouvoir les pratiques exemplaires auprès de ses homologues;

surveiller les changements apportés aux normes internationales et mettre ses procédures à jour en conséquence;

s'assurer que les transactions respectent les lois et règlements des pays hôtes;

divulguer l'information pertinente afin de rendre des comptes au public tout en respectant la confidentialité des renseignements des clients.

Photo : Offerte par Sherritt International

EXAMENS DES RISQUES ENVIRONNEMENTAUX ET SOCIAUX

EXAMEN DES TRANSACTIONS NON LIÉES À DES PROJETS

Les transactions non liées à des projets sont évaluées selon une méthode normalisée d'évaluation des risques qui permet d'examiner le processus mis en place par le client pour gérer les risques environnementaux et sociaux et les risques relatifs aux droits de la personne. Les Services consultatifs environnementaux (EAS) d'EDC évaluent notamment les renseignements liés à la nature du secteur et du projet, les exigences réglementaires de même que la feuille de route de l'entreprise, ses politiques et ses procédures de gestion des risques environnementaux et sociaux et son engagement envers les initiatives, les normes et les lignes directrices en matière de RSE. Les résultats de l'évaluation servent à indiquer aux équipes sectorielles d'EDC si le client répond adéquatement aux critères.

EXAMENS DES PROJETS

Les demandes de services financiers directement liés à des projets sont évaluées par l'Équipe des EAS en fonction des exigences de notre Directive en matière d'évaluation environnementale, des normes du pays d'accueil, des **Approches communes de l'OCDE** reconnues à l'échelle mondiale et des Principes de l'Équateur. L'Équipe se base également sur les **Normes de performance en matière de durabilité environnementale et sociale de la Société financière internationale**, normes de référence utilisées par les promoteurs de projet pour éviter, atténuer et gérer les risques et les répercussions afin de mener leurs activités de manière durable.

Lorsqu'EDC participe à des projets, l'Équipe des EAS travaille avec les équipes de souscription et les équipes sectorielles en vue de négocier et d'établir des clauses environnementales et sociales, des plans d'action ainsi que des exigences annuelles de surveillance et de déclaration liées à nos accords de prêt. Les EAS collaborent aussi directement avec les promoteurs de projet et les entreprises afin de leur fournir des conseils et de leur proposer des plans de réduction du risque.

Une part importante de notre processus, dans le cadre de nos engagements comme celui envers les Principes de l'Équateur, consiste à surveiller de manière continue le rendement des projets. Une fois qu'un contrat de prêt est signé, l'Équipe des EAS demande au promoteur du projet d'étayer par des documents son engagement soutenu à se conformer aux normes nationales et internationales, qui peut prendre la forme de rapports de surveillance, d'évaluations indépendantes ou de rencontres. L'Équipe visite souvent des sites de projet pour s'assurer que les normes et les engagements environnementaux et sociaux sont respectés tout au long de la durée du prêt.

PARTICIPATION INTERNATIONALE

EDC préside le groupe de spécialistes de l'environnement des organismes de crédit à l'exportation de l'OCDE et participe à un certain nombre de groupes de travail, comme le Human Rights Practitioners Group, qui regroupe des spécialistes en matière de droits de la personne. EDC est le seul organisme de crédit à l'exportation et l'unique institution financière nord-américaine à siéger au Comité directeur des Principes de l'Équateur. Forte de ces nominations, EDC est à même de participer au débat international sur le traitement des risques environnementaux et sociaux en commerce international, d'adapter ses pratiques aux normes internationales et de comparer différentes méthodes d'évaluation des risques.

Pour en savoir plus sur notre approche

Processus d'examen des risques environnementaux et foire aux questions

Le processus d'examen des projets (PDF)

Mise en application des Principes de l'Équateur

Photo : Offerte par Sherritt International

PROTÉGER L'ENVIRONNEMENT ET LA POPULATION

EXAMENS DES RISQUES ENVIRONNEMENTAUX ET SOCIAUX

G4-44, G4-DMA Biodiversité et FS11, G4-DMA Questions générales, G4-DMA Investissements, G4-DMA Travail des enfants, G4-DMA Communautés locales et FS13, G4-SO1 et FS14, G4-DMA Portefeuille de produits

RÉSULTATS DE 2015

7 transactions assujetties aux Principes de l'Équateur

VALIDÉ

- Sept projets évalués en vertu des Principes de l'Équateur, principalement liés à l'exploitation minière et à l'énergie verte, ont été financés en 2015. Vous en trouverez la **description** sur notre site Web.
- Nous avons poursuivi la mise en œuvre des recommandations de l'audit de 2014 du Bureau du vérificateur général, notamment par la création d'une formation spécialisée sur le calcul et l'audit des émissions de GES et par la mise à jour des procédures d'analyse des risques sociaux (consultez la section **Droits de la personne** pour en savoir plus).
- En tant que membre du Comité directeur des Principes de l'Équateur, EDC a coprésidé le Consistency Working Group, qui est chargé de traiter les demandes relatives à la portée et à l'application des Principes de l'Équateur provenant des autres institutions financières adhérant aux Principes de l'Équateur (EPFI) et de rédiger pour ces dernières des notes d'orientation sur des sujets particuliers.

7 TRANSACTIONS ASSUJETTIES AUX PRINCIPES DE L'ÉQUATEUR

CE QUE NOUS VISONS

Un nombre croissant d'exportateurs canadiens étendent leurs activités au-delà des marchés traditionnels, et EDC doit s'assurer d'être en mesure d'élargir sa clientèle et de gérer des risques environnementaux et sociaux de plus en plus complexes. Par exemple, en réaction à la conférence historique sur les changements climatiques qui s'est tenue à Paris en 2015, nous explorons des façons de renforcer nos capacités et nos engagements en la matière. En plus de mettre au point une méthode rigoureuse visant à définir, à classer et à déclarer nos activités de financement de la lutte aux changements climatiques, nous travaillerons à mettre en place des mécanismes pour mieux mesurer l'empreinte carbone de notre portefeuille de prêts. Nous continuerons de contribuer à l'orientation stratégique des Principes de l'Équateur et de jouer un rôle actif au sein du groupe des Spécialistes de l'environnement des organismes de crédit à l'exportation. La participation d'EDC à ces deux organismes favorise la collaboration entre diverses communautés d'apprentissage en vue d'uniformiser les règles du jeu pour les exportateurs et les investisseurs canadiens.

Nous comptons également travailler de manière plus stratégique avec les équipes sectorielles afin qu'elles intègrent la RSE à leurs activités. Ainsi, nous pourrons jouer un rôle plus important auprès des clients potentiels puisque nous comprendrons davantage leurs besoins et leurs priorités, ce qui nous permettra d'accroître notre influence en ce qui a trait aux pratiques commerciales responsables. Nous continuons de renforcer et d'améliorer notre programme de surveillance visant les transactions que nous appuyons pour bien évaluer leur conformité aux normes du pays d'accueil et aux normes internationales, tout en perfectionnant notre processus de mesures correctives. Dans le but de mettre en œuvre ces améliorations opérationnelles, entre autres, nous examinons et évaluons constamment nos politiques et nos procédures d'évaluation des risques pour y intégrer les nouvelles pratiques exemplaires et normes de l'industrie. EDC s'attend à ce que ces actions rehaussent sa réputation de championne de la RSE tout en lui permettant de continuer à offrir des services pertinents pour les exportateurs canadiens.

Photo : Offerte par Sherritt International

CYCLONE MANUFACTURING PASSE À LA CINQUIÈME VITESSE

À ses débuts, Cyclone n'employait que 40 personnes dans sa seule usine de Mississauga (Ontario); elle compte maintenant quatre usines au Canada et, depuis 2015, une en Pologne.

L'entreprise fournit des pièces d'aéronefs à bon nombre des plus grands équipementiers au monde. Experte de l'intégration verticale, Cyclone a regroupé toutes ses opérations sous un même toit; ses clients évitent ainsi des transports inutiles, et économisent temps et argent.

Au fil du temps, Cyclone s'est périodiquement tournée vers EDC pour du financement, notamment des assurances comptes clients et des garanties d'exportation. Elle a récemment obtenu un cautionnement pour la construction de sa première usine en sol étranger à Krasnik, en Pologne, où l'aéronautique est un secteur important et où le coût de la main-d'œuvre est des plus concurrentiels – une décision motivée par la demande croissante dans le domaine du traitement et des machines-outils en Europe.

« Les coûts du bâtiment, de l'infrastructure et de l'équipement sont extrêmement élevés lorsqu'on ouvre une nouvelle usine », indique Buz Forbes, contrôleur à Cyclone Manufacturing. « Une banque traditionnelle qui ne nous connaît pas ne serait pas disposée à nous fournir du financement. EDC est alors entrée en scène et nous a fourni une garantie. Grâce à cette garantie, la banque a même revu son taux d'intérêt à la baisse. »

Étant donné la valeur en dollars du soutien accordé par EDC, un examen des risques environnementaux du projet a été effectué par nos Services consultatifs environnementaux (EAS) avant que la garantie ne soit approuvée.

« L'examen s'est très bien déroulé », affirme Kayleigh Grieve, conseillère en affaires environnementales et sociales, EDC. « Comme il s'agissait de transformer un bâtiment existant, les répercussions étaient minimes. Notre principale préoccupation était l'exposition des travailleurs aux produits chimiques utilisés pour l'exploitation de l'usine. »

« Cyclone Manufacturing a apaisé nos inquiétudes. Ses usines canadiennes étaient déjà dotées de systèmes de santé et sécurité au travail et de gestion sociale et environnementale. Ses dirigeants avaient prévu suivre ce modèle pour l'usine polonaise, tout en veillant à se conformer au droit du travail local. »

Mme Grieve et ses collègues des Services consultatifs environnementaux encouragent les PME à demander l'aide d'EDC pour se renseigner à l'avance sur les risques environnementaux et sociaux et mettre en place des systèmes pour les atténuer. « Nous continuous d'accompagner les entreprises pour veiller à ce que les principaux risques soient gérés adéquatement et recenser les normes environnementales et sociales internationales applicables, indique Mme Grieve. Il est sans aucun doute préférable pour EDC que les entreprises s'y prennent à l'avance, et cela permet d'accélérer le processus d'évaluation environnementale et sociale. »

« NOUS ACCOMPAGNERONS LES ENTREPRISES POUR VEILLER À CE QUE LES PRINCIPAUX RISQUES SOIENT GÉRÉS ADÉQUATEMENT ET RECENSER LES NORMES ENVIRONNEMENTALES ET SOCIALES INTERNATIONALES APPLICABLES. »

– Kayleigh Grieve, conseillère, Environnement et responsabilité sociale, EDC

Photo : Offerte par Cyclone MFG. Inc.

PROTÉGER L'ENVIRONNEMENT ET LA POPULATION

CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Les changements climatiques posent un défi mondial dont les répercussions toucheront tous les pays, particulièrement les plus pauvres et les plus vulnérables. Il faut déployer des efforts importants et coordonnés pour remédier à ce problème, et le gouvernement du Canada compte jouer un rôle de premier plan. En tant que société d'État, EDC partage cet engagement.

LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES SONT L'UNE DE NOS TROIS PRIORITÉS STRATÉGIQUES.

NOTRE APPROCHE

Les changements climatiques sont l'une des trois priorités stratégiques d'EDC; voici certaines des mesures que nous prenons en ce sens :

- Tenir des discussions avec nos clients afin de comprendre les risques et les débouchés liés au carbone et au climat associés à leurs activités.
- Évaluer les risques liés aux changements climatiques afin de s'assurer que les projets soutenus sont conçus de manière à intégrer des options techniquement et financièrement réalisables et rentables d'atténuation des risques environnementaux et d'adaptation aux changements climatiques.
- Demander aux promoteurs de grands projets (catégories A et B) de fournir des données estimatives sur les émissions de gaz à effet de serre (GES), conformément aux Critères de performance de l'IFC et à des méthodes reconnues comme celles établies dans le cadre du Protocole des gaz à effet de serre.
- Vérifier l'estimation des émissions de GES de chaque projet fournie par les promoteurs.
- Amasser des fonds grâce aux obligations vertes pour financer des transactions qui visent la conservation, la protection ou l'assainissement de l'air, de l'eau ou du sol, ou contribuent à l'atténuation des changements climatiques.
- Appuyer le **secteur canadien des technologies propres**, dont les activités consistent principalement à développer et à commercialiser des écotechnologies.

EDC collabore étroitement avec des membres de la délégation canadienne auprès de l'OCDE pour assurer la poursuite des discussions sur le rôle des organismes de crédit à l'exportation dans la lutte contre les changements climatiques. C'est elle qui préside le groupe de spécialistes de l'environnement des organismes de crédit à l'exportation de l'OCDE.

FS8

RÉSULTATS DE 2015

8 EMPLOYÉS FORMÉS
pour le calcul et la vérification des émissions de GES

38 ÉCO-ENTREPRISES CANADIENNES AYANT REÇU LE SOUTIEN D'EDC

ÉMISSION D'UNE DEUXIÈME OBLIGATION VERTE DE 300 M USD

Photos : Offerte par Sherritt International; © Ingram Image

CHANGEMENTS CLIMATIQUES

FS8

- Nous avons continué de mettre en œuvre les recommandations de **la vérification de 2014 du Bureau du vérificateur général**. Pour ce faire, nous avons notamment normalisé nos modèles et nos outils afin d'améliorer la qualité des données recueillies sur les émissions de GES des projets, fourni de la formation spécialisée au personnel d'EDC sur le calcul et la vérification des émissions de GES et consigné les émissions de GES et les mesures d'atténuation dans des notes de projet.
- EDC a émis une deuxième obligation verte de 300 millions de dollars américains au taux fixe de 1,25 % en décembre 2015, qui a été bien accueillie par les investisseurs. Les fonds recueillis serviront à financer des initiatives liées à l'énergie renouvelable (40 %), au transport en commun (40 %) et au biocarburant (20 %).
- Nous avons continué d'améliorer notre programme d'obligations vertes pour veiller à ce que les projets financés respectent bel et bien les critères d'admissibilité et que les fonds amassés soient distribués adéquatement.
- EDC faisait partie de la délégation canadienne collaborant activement avec l'OCDE à la finalisation de l'Accord sectoriel sur les crédits à l'exportation pour les projets de production d'électricité à partir de charbon, qui vise à mettre progressivement un terme au soutien public des OCE aux centrales thermiques au charbon.

LUTTONS ENSEMBLE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES.

CE QUE NOUS VISONS

Afin de contribuer à l'atteinte des objectifs du gouvernement du Canada en matière de changements climatiques, nous commencerons à définir notre approche de financement de la lutte aux changements climatiques (financement d'entreprises et de projets respectueux du climat). La première étape consistera à renforcer notre capacité de surveillance et nos déclarations annuelles en ce qui concerne le volume de financement affecté par EDC à la lutte contre les changements climatiques, dans le cadre des efforts déployés par l'ensemble du gouvernement en ce sens. Notre premier rapport à ce sujet sera publié au cours de l'année 2016.

C'est également en 2016 que nous évaluerons l'empreinte carbone de notre portefeuille de placements et que nous mettrons en œuvre le nouvel Accord sectoriel sur les crédits à l'exportation pour les projets de production d'électricité à partir de charbon de l'OCDE, et ce, avant la date d'échéance du 1er janvier 2017.

À long terme, nous prévoyons évaluer l'empreinte carbone du portefeuille d'EDC et déterminer la meilleure manière de soutenir la transition vers une économie à faible intensité de carbone en investissant dans un plus grand nombre d'éco-entreprises, en aidant nos clients actuels à adopter des technologies moins polluantes et en offrant plus de produits et services liés à la lutte contre les changements climatiques.

Photo : Offerte par Sherritt International

DROITS DE LA PERSONNE

G4-DMA Investissements, G4-HR6, G4-DMA Évaluation du respect des droits de l'homme chez les fournisseurs

Les droits de la personne sont des libertés et des droits fondamentaux que possèdent tous les êtres humains. Nous considérons qu'il est de notre devoir de comprendre les risques réels et potentiels et les répercussions relatives aux droits de la personne de toute activité que nous soutenons, et de nous assurer que nos décisions et nos actions respectent et protègent les droits de la personne reconnus sur le plan international.

NOTRE APPROCHE

La **Déclaration d'EDC sur les droits de la personne** confirme notre engagement en ce qui a trait à la promotion et à la protection des droits de la personne. Ces derniers sont l'une de nos trois priorités stratégiques, avec la transparence et les changements climatiques, et nous mettons tout en œuvre pour améliorer nos contrôles préalables.

Les transactions d'EDC font l'objet d'un contrôle préalable relatif aux droits de la personne. Une présélection est effectuée par nos équipes de développement des affaires et, au besoin, une sélection ou une évaluation supplémentaire est réalisée par le Groupe de la RSE. Notre pratique normale consiste à examiner la feuille de route et les capacités de gestion de l'entreprise, les risques relatifs aux droits de la personne dans le pays concerné ainsi que les produits exportés et l'utilisation qui en sera faite. Pour ce qui est des pays à risque élevé, EDC évalue les projets en fonction des **Normes de performance en matière de durabilité environnementale et sociale de la Société financière internationale** et en surveille le rendement tout au long de la durée du prêt, particulièrement dans les cas où il pourrait y avoir d'importantes répercussions sur les droits de la personne.

Nous restons continuellement à l'affût des nouveautés en matière de droits de la personne. En 2014, nous avons retenu les services d'une firme d'experts-conseils pour évaluer si les activités d'EDC s'alignaient sur les *Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme* de l'ONU, le cadre de référence mondial officiel en ce qui a trait aux entreprises et aux droits de la personne. Nous nous sommes basés sur les recommandations émises pour élaborer une stratégie de mise en œuvre visant à aligner les politiques et processus d'EDC sur ces principes directeurs. La stratégie est axée sur des mesures à court terme (un an ou deux) et à long terme (trois à cinq ans) qui aideront à combler les lacunes relevées.

DÉCLARATION D'EDC SUR LES DROITS DE LA PERSONNE

La Déclaration d'EDC sur les droits de la personne confirme notre engagement en ce qui a trait à la promotion et à la protection des droits de la personne.

Cliquez ici pour consulter notre énoncé complet.

G4-DMA Investissements, G4-HR6, G4-DMA Évaluation du respect des droits de l'homme chez les fournisseurs

RÉSULTATS DE 2015

Nous avons mis en branle certaines mesures à court terme de la stratégie liée aux droits de la personne :

- Sensibiliser le personnel d'EDC aux *Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme* de l'ONU.
- Mettre à jour les indicateurs relatifs à différents pays afin de signaler les transactions qui exigent des évaluations supplémentaires en matière de droits de la personne lorsque les risques de répercussions graves sont susceptibles d'augmenter (notamment dans les pays où des conflits ont eu lieu ou risquent d'avoir lieu).
- Créer un comité interne qui améliorera les outils de contrôle préalable utilisés pour recenser et classer par ordre de priorité les répercussions et les risques relatifs aux droits de la personne.
- Intégrer davantage de contrôles préalables relatifs aux droits de la personne dans nos processus d'examen de la RSE.

Photos : Offerte par Sherritt International; Offerte par Sherritt International

DROITS DE LA PERSONNE

G4-DMA Investissements, G4-HR6, G4-DMA Évaluation du respect des droits de l'homme chez les fournisseurs

Nous avons reçu quatre questions sur les droits de la personne provenant de parties externes au cours de l'année :

- Trois d'entre elles voulaient comprendre nos processus d'examen des questions relatives aux droits de la personne, vérifier dans quelle mesure nous tenions compte des droits des enfants et des normes internationales et savoir comment nous traitions les emprunteurs qui pourraient avoir violé les droits de la personne ou des travailleurs.
- La quatrième partie externe cherchait à obtenir le soutien d'EDC pour inciter des institutions financières adhérant aux Principes de l'Équateur (EPFI) à intégrer le Consentement libre, préalable et éclairé (CLPE) dans ses analyses de transactions et à tenir compte des droits des populations autochtones, notamment en adoptant et en mettant en œuvre la *Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones* comme cadre stratégique de rapprochement au sein du secteur des entreprises et du milieu des affaires.

  Dans chaque cas, nous avons offert la réponse la plus complète possible : nous avons communiqué avec les EPFI concernant le CLPE et la Déclaration de l'ONU et leur avons expliqué en quoi nos processus d'évaluation des questions relatives aux droits de la personne tenaient compte des droits de tous, y compris de ceux des enfants, et comment nos évaluations se basent sur les normes internationales; nous leur avons aussi présenté notre processus de contrôle préalable approfondi lorsque l'emprunteur est présumé avoir violé les droits de la personne ou des travailleurs.
- Nous avons continué de participer à des discussions sur les droits de la personne et de travailler au sein du Groupe de l'OCDE sur les crédits à l'exportation et aux côtés des institutions financières adhérant aux Principes de l'Équateur. Nous avons joué un rôle de premier plan dans l'intégration plus marquée des *Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales* et des *Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme* dans la dernière version des Approches communes de l'OCDE. Nous avons également participé au Forum des Nations Unies sur les entreprises et les droits de l'homme de 2015, où nous avons fait une déclaration afin de décrire comment nous procédions pour intégrer la position du Canada en matière de RSE dans nos contrôles préalables et pour décider si nous appuyons ou non une transaction.

NOUS NOUS CONFORMONS AUX *PRINCIPES DIRECTEURS RELATIFS AUX ENTREPRISES ET AUX DROITS DE L'HOMME* DE L'ONU.

CE QUE NOUS VISONS

Alors que nos clients étendent leurs activités au-delà des marchés traditionnels et que nous aidons de plus en plus de PME, nous continuerons d'améliorer notre approche pour ce qui est des contrôles préalables en matière de droits de la personne en nous inspirant des orientations de la communauté internationale et du gouvernement du Canada.

Photo : Offerte par Sherritt International

ÊTRE UNE ENTREPRISE SOCIALEMENT RESPONSABLE

En tant que société d'État appartenant au gouvernement du Canada, EDC se doit d'être une entreprise socialement responsable exemplaire – qui mène ses activités avec intégrité et transparence, crée des emplois, favorise un environnement de travail enrichissant et investit dans les collectivités locales.

G4-49, G4-DMA Conformité

ÉTHIQUE ET TRANSPARENCE

EDC doit rendre des comptes à de nombreuses parties prenantes, y compris au gouvernement et aux citoyens canadiens. Nous avons l'obligation, pour eux comme pour nos clients, nos collègues et nos partenaires d'affaires, de mener nos activités de la manière la plus éthique et la plus transparente possible afin de préserver leur confiance et de garantir notre réussite durable.

NOTRE APPROCHE

Les employés d'EDC doivent respecter le Code de conduite et le Code d'éthique commerciale. Tous les employés signent chaque année une déclaration confirmant qu'ils se conforment à ces codes.

La **Politique de divulgation** d'EDC guide la diffusion de l'information sur des transactions individuelles, sur le volume d'activités total d'EDC et sur des transactions qui peuvent avoir des effets néfastes considérables sur l'environnement et la société. Nous comptons parmi nos canaux de divulgation les rapports de la Société et notre site Web. Nous utilisons ces canaux pour informer la population lorsque nous envisageons ou appuyons un projet de catégorie A et pour permettre l'accès aux évaluations des incidences environnementales et sociales qui s'y rattachent. Notre défi est de fournir suffisamment d'information pour satisfaire les médias et la société civile tout en protégeant les renseignements confidentiels ou de nature concurrentielle.

Nous faisons également la promotion de la transparence en commanditant **les événements de nos parties prenantes** ou en y prenant la parole, et en répondant directement aux questions de nos parties prenantes portant sur la RSE des projets et des entreprises que nous appuyons. Ces canaux nous donnent l'occasion d'expliquer nos pratiques en matière de RSE et d'exposer les grandes lignes de nos attentes envers nos clients.

LE CODE DE CONDUITE ET LE CODE D'ÉTHIQUE COMMERCIALE D'EDC GUIDENT NOTRE COMPORTEMENT.

Cliquez ici pour consulter ces codes.

Photo : © Getty Images

ÉTHIQUE ET TRANSPARENCE

G4-49, G4-DMA Conformité

RÉSULTATS DE 2015

PARTICIPATION À 15 ÉVÉNEMENTS DE NOS PARTIES PRENANTES

RÉPONSES FOURNIES À 25 QUESTIONS DE NOS PARTIES PRENANTES
sur la RSE des entreprises et des projets appuyés

CRÉATION D'UN NOUVEAU GROUPE DE LA CONFORMITÉ ET DE L'ÉTHIQUE

G4-49, G4-DMA Conformité

- EDC a mis sur pied un nouveau Groupe de la conformité et de l'éthique et nommé un chef de la conformité et de l'éthique en 2015. Le mandat du groupe est de fournir un point de vue indépendant et objectif en vue de mettre en place ou d'améliorer les divers programmes de conformité et d'éthique d'EDC. Le groupe est dirigé par un chef de la conformité et de l'éthique, qui doit rendre des comptes de manière indépendante à un comité du Conseil d'administration. Le nouveau groupe joue un rôle dans six sphères : la gestion des risques de non-conformité, les crimes financiers, l'éthique, les plaintes, la protection des renseignements personnels et l'accès à l'information ainsi que les menaces internes. Le chef de la conformité et de l'éthique d'EDC agit également à titre de personne-ressource auprès de citoyens qui auraient des raisons de croire qu'un fonctionnaire ou un employé d'EDC ne respecte pas notre Code de conduite.
- Nous avons tenu une campagne trimestrielle visant à sensibiliser les employés d'EDC aux exigences du Code de conduite.
- Nos parties prenantes nous ont posé 25 questions liées à la RSE en 2015. Bien que la plupart portaient sur des transactions particulières, quatre d'entre elles étaient liées à des violations potentielles des **droits de la personne**, et quatre autres questions étaient liées à des cas de corruption potentiels. Lorsque nous recevons ce type de questions, nous expliquons comment notre position et nos processus de contrôle préalable ont justifié le soutien offert aux entreprises concernées, et nous menons également notre propre enquête. Si un de nos clients fait par la suite l'objet d'allégations de corruption, d'enquêtes, d'accusations ou de condamnations, cela pourrait être considéré comme un manquement aux obligations contractuelles de l'entreprise envers nous, et nous prendrons alors les mesures qui s'imposent.
- L'Équipe de la RSE a orienté les souscripteurs et le personnel du développement des affaires vers une approche standard de divulgation des renseignements sur les transactions, qui vise à uniformiser les descriptions et à aider les parties prenantes à comparer l'information et à comprendre de quelle manière le produit des prêts sera utilisé.
- Consultez la **Déclaration des transactions** sur notre site Web pour en savoir plus sur la divulgation trimestrielle d'information regroupée, la divulgation d'information pour une transaction en particulier et la divulgation d'information de nature environnementale et sociale. Pour consulter le sommaire d'examen d'un projet particulier, entrez le nom du projet dans le champ de recherche de notre site Web.

DES ÉVÉNEMENTS TRIMESTRIELS SUR LE CODE DE CONDUITE
sensibilisent nos employés à nos attentes en matière de conduite des affaires.

Photos : © Getty Images; © Getty Images

ÉTHIQUE ET TRANSPARENCE

FS6

DIVULGATION DES TRANSACTIONS

2015 2014

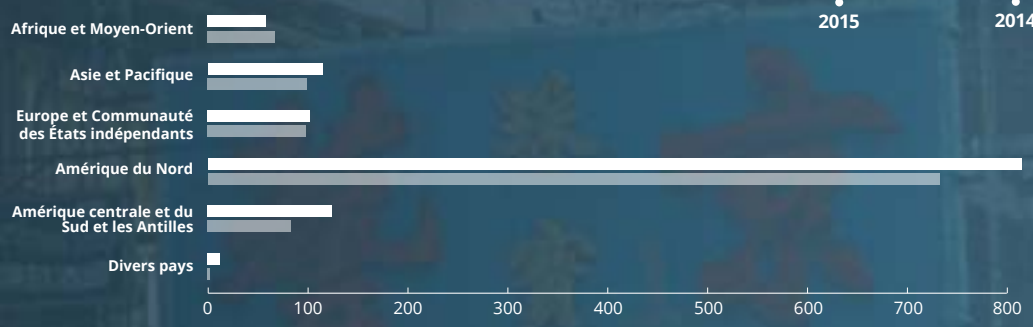
VALIDÉ

Nombre total de transactions

1 114 — 2015

977 — 2014

Transactions par région



Transactions par produit

Transactions selon la valeur en dollars

CE QUE NOUS VISONS

G4-49, G4-DMA Conformité

Nous prévoyons examiner les possibilités d'améliorer la transparence.

Nous divulguons une quantité importante de renseignements sur notre site Web, mais nous reconnaissons qu'il n'est pas facile pour les parties prenantes de les trouver. Nous travaillons à regrouper l'information dans le but de corriger ce problème.

Photos : © Getty Images; © Henry Westheim Photography/Alamy Stock Photo

DIALOGUE AVEC LES PARTIES PRENANTES

Les avis étaient partagés quant au mécanisme de financement de 400 millions d'euros que nous avons mis en place pour aider l'entreprise allemande Volkswagen Group (Volkswagen) en 2015. Bien que plusieurs entreprises et associations industrielles canadiennes se soient prononcées en faveur du prêt, reconnaissant la valeur des liens officiels entre le Canada et Volkswagen, une organisation syndicale a exprimé des inquiétudes concernant la protection du bassin d'équipementiers canadiens et les répercussions sur les emplois de ses membres. L'annonce et les points de vue divergents ont fait l'objet de nouvelles, ce qui nous a amenés à soumettre un **article d'opinion** (en anglais seulement) au *Financial Post*. L'article souligne que ce type de prêts à des constructeurs d'automobiles étrangers aident les exportateurs canadiens du secteur à augmenter leurs exportations, ce qui leur permet de maintenir et de créer des emplois au Canada au sein de la chaîne d'approvisionnement automobile mondiale.

En tant que société d'État, EDC doit rendre des comptes au Parlement du Canada, et elle divulgue des renseignements sur ses transactions conformément à des lignes directrices qui garantissent la responsabilité publique et le respect de la confidentialité des clients.

« Parfois, cette situation fait en sorte que nos décisions sont contestées, » affirme Yolanda Banks, conseillère principale, RSE. « Nous l'acceptons et nous invitons en fait les parties prenantes à se prononcer sur les entreprises et les projets que nous appuyons. Le dialogue qui en découle nous aide à mieux comprendre les conséquences de nos décisions, nous donne l'occasion de nous expliquer et oriente nos stratégies et nos plans futurs. »

« LE DIALOGUE AVEC LES PARTIES PRENANTES NOUS AIDE À MIEUX COMPRENDRE LES CONSÉQUENCES DE NOS DÉCISIONS, NOUS DONNE L'OCCASION DE NOUS EXPLIQUER ET ORIENTE NOS STRATÉGIES ET NOS PLANS FUTURS. »

– Yolanda Banks, conseillère principale, RSE, EDC

Photo : © Getty Images

COLLECTIVITÉ

G4-DMA et FS Performance économique

Notre programme d'investissement dans la collectivité est axé sur la réalisation d'investissements pertinents et mutuellement avantageux dans nos milieux de vie et de travail.

NOTRE APPROCHE G4-EC1 et FS

Notre programme d'investissement dans la collectivité met l'accent sur trois secteurs prioritaires :

ÉDUCATION DES JEUNES (COMPREND NOTAMMENT DES BOURSES D'ÉTUDES, DES PARTENARIATS AVEC DES UNIVERSITÉS ET DES ASSOCIATIONS, ET DES COMMANDITES) – EDC remet annuellement 30 bourses d'études en commerce international à des étudiants de niveau postsecondaire et appuie diverses initiatives éducatives telles que les concours d'études de cas.

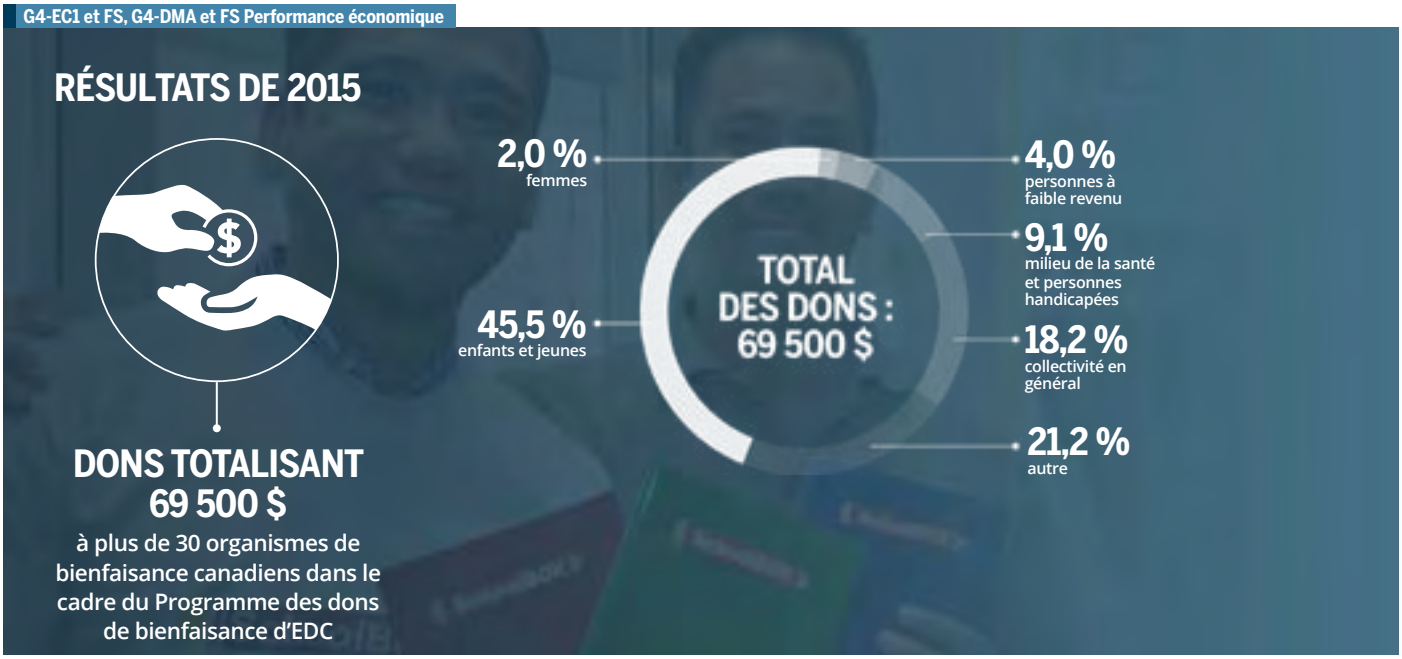
DÉVELOPPEMENT DES PETITES ENTREPRISES SUR LES MARCHÉS ÉMERGENTS – Notre partenariat avec CARE Canada, qui en est à sa septième année, permet à nos employés de participer à des projets d'appui au développement de petites entreprises partout dans le monde. Ainsi, ils améliorent certaines compétences importantes, comme la faculté d'adaptation, la résolution de problèmes et la communication interculturelle, tout en mettant leur expertise des affaires au service de CARE à l'étranger. À ce jour, 26 employés ont pris part à cette initiative et se sont rendus pendant quatre mois en Inde, au Maroc, au Pérou, au Sri Lanka, en Zambie ou directement à Ottawa, au Canada. En plus de mettre à disposition les connaissances et les compétences de ses employés, EDC investit annuellement 180 000 $ dans ce partenariat.

DONS DE BIENFAISANCE – Nous appuyons les activités de bénévolat de nos employés dans la collectivité en faisant des dons aux organismes de bienfaisance concernés. Dans la mesure du possible, nous versons aussi l'équivalent des dons faits par nos employés pour soutenir les efforts de secours aux sinistrés partout dans le monde.

Nous mesurons l'efficacité de notre programme d'investissement dans la collectivité au moyen des taux d'activité des employés, des commentaires des employés qui participent à des initiatives particulières et des examens périodiques stratégiques du programme.

VISIONNEZ NOTRE VIDÉO INTITULÉE *AU-DELÀ DES EXPORTATIONS : EDC ET CARE CANADA.*

G4-EC1 et FS, G4-DMA et FS Performance économique



Photos : © Getty Images; © EDC – Campagne Centraide 2015

COLLECTIVITÉ

G4-EC1 et FS, G4-DMA et FS Performance économique

- Nous avons effectué un examen stratégique de nos programmes, partenariats et commandites pour évaluer leurs effets et les aligner davantage sur les objectifs généraux du programme d'investissement dans la collectivité. Par conséquent, nous avons renouvelé, modifié ou abandonné certains partenariats.
- En 2015, nous avons remis des bourses d'études en commerce international à 30 étudiants venant de 20 établissements différents situés dans sept provinces.
- EDC a fait des dons totalisant 69 500 $ à plus de 30 organismes de bienfaisance canadiens enregistrés dans le cadre de son Programme des dons de bienfaisance. Visitez notre site Web pour consulter la **liste des organismes de bienfaisance** soutenus.
- Dans le cadre de son programme de secours aux sinistrés, EDC a donné 11 165 $ à la Coalition Humanitaire pour aider à financer les efforts de secours à la suite des tremblements de terre survenus au Népal, ainsi que 17 909 $ à l'Organisme communautaire des services aux immigrants d'Ottawa pour contribuer aux efforts de réinstallation des réfugiés syriens au Canada. EDC a égalé les dons de ses employés.

AUGMENTATION DE 55 %

des demandes d'employés pour du soutien aux organismes de bienfaisance où ils font du bénévolat

CE QUE NOUS VISONS

G4-DMA et FS Performance économique

En 2016, nous tiendrons la première Journée de l'investissement dans la collectivité d'EDC. Les employés auront l'occasion de faire une demi-journée de bénévolat dans un organisme de bienfaisance local.

Photo : © Getty Images

ÊTRE UNE ENTREPRISE SOCIALEMENT RESPONSABLE

NOTRE LIEU DE TRAVAIL

G4-10, G4-DMA Diversité et égalité des chances, G4-DMA Égalité de rémunération entre les femmes et les hommes

Pour demeurer de manière durable le prestataire de solutions privilégié par les exportateurs, EDC doit disposer des bonnes personnes. Pour ce faire, il est essentiel d'attirer, de conserver et de motiver des gens doués de talents variés et de fournir à nos employés le soutien et les occasions dont ils ont besoin pour s'épanouir et réaliser leur potentiel.

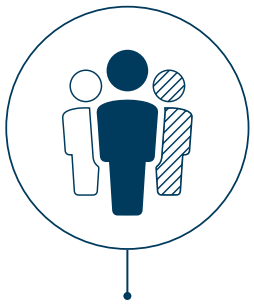
NOTRE APPROCHE

La diversité et l'inclusion, des volets importants de notre stratégie, nous permettent de livrer de la valeur et d'avoir de meilleures relations avec nos clients. Notre vision consiste à disposer d'une main-d'œuvre diversifiée travaillant dans un environnement bilingue et inclusif d'ici 2020. Nous avons un plan d'action triennal sur la diversité et l'intégration qui vise à accroître la diversité de notre main-d'œuvre et à mesurer nos progrès. Il comprend des ateliers ciblés et des tutoriels en ligne, des initiatives de sensibilisation et de compréhension ainsi qu'un solide plan de communication.

Des cibles annuelles ont été établies jusqu'à 2020, inclusivement, en vue d'accroître la représentation des femmes à certains endroits (à la direction de l'organisation comme de secteurs d'activité particuliers), des minorités visibles aux postes de direction et des Autochtones aux postes professionnels. Des mises à jour sont présentées aux leaders des ressources humaines une fois par trimestre et au moins une fois par année à la haute direction et au Conseil d'administration.

Nous mesurons les progrès accomplis en fonction des données sur la diversité des employés contenues dans le rapport annuel sur l'équité en matière d'emploi présenté dans le cadre du Programme du travail d'Emploi et Développement social Canada et des résultats de l'analyse annuelle de l'effectif.

Nous faisons également un suivi au moyen des résultats relatifs à l'engagement des employés et de la perception de la diversité et des conditions en milieu de travail, données recueillies dans le cadre de notre Sondage d'opinion biennal auprès des employés.



NOTRE VISION

Disposer d'une main-d'œuvre diversifiée travaillant dans un environnement bilingue et inclusif d'ici 2020.

G4-10, G4-DMA Diversité et égalité des chances, G4-DMA Égalité de rémunération entre les femmes et les hommes

RÉSULTATS DE 2015

ACCROISSEMENT DE LA DIVERSITÉ ENTRE 2014 ET 2015 :

DE 39 % À 44 %
Pourcentage de femmes à la direction

DE 28 % À 34 %
Pourcentage de femmes aux postes de direction des secteurs d'activité

DE 5,7 % À 7,6 %
Pourcentage de minorités visibles à la direction

DE 0,6 % À 1,4 %
Pourcentage d'Autochtones occupant un poste professionnel

Photos : © Getty Images; © Ingram Image

NOTRE LIEU DE TRAVAIL

G4-10, G4-DMA Diversité et égalité des chances, G4-DMA Égalité de rémunération entre les femmes et les hommes

- À ce jour, 87 % de notre groupe de leaders, dont la totalité de l'Équipe de la haute direction, ont suivi la formation sur les préjugés inconscients. Cette formation leur apprend à porter une plus grande attention aux croyances, aux comportements et aux choix inconscients qui influent sur la culture organisationnelle et les décisions d'affaires.
- Nous avons lancé une formation obligatoire sur le respect mutuel pour rappeler à tous les employés notre engagement en ce qui concerne l'absence de harcèlement, de discrimination et de violence dans notre milieu de travail.
- Nous avons créé un Comité de la diversité et de l'inclusion, composé d'employés venant de secteurs variés et dirigé par une première vice-présidente, qui a pour objectif de promouvoir la diversité et l'inclusion en tant que priorité de la Société et d'orienter et canaliser les initiatives en la matière.
- Plusieurs événements internes et formations-midis ont été organisés sur des sujets comme la sensibilisation aux questions autochtones, la sensibilisation à la santé mentale, l'aide aux réfugiés syriens et le mentorat professionnel auprès des nouveaux immigrants.
- Notre blogue interne sur la diversité 2020, qui a été mis sur pied par un groupe dévoué d'employés volontaires, a permis d'ouvrir le dialogue sur divers sujets liés à la diversité. Les blogueurs se font les ambassadeurs de publics spécifiques, notamment les femmes, les minorités visibles, la communauté LGBT, les Néo-Canadiens et la génération Y, au sein du personnel.

LE TUTORIEL OBLIGATOIRE SUR LE RESPECT MUTUEL

renforce notre engagement en matière de respect au travail.

Photo : © Getty Images

EMPREINTE OPÉRATIONNELLE

G4-DMA Effluents et déchets, G4 DMA Questions générales

Comme nous attendons de nos clients qu'ils se conforment à des normes environnementales strictes, il nous incombe de prendre des mesures concrètes pour réduire notre propre empreinte opérationnelle.

NOTRE APPROCHE

Nos principaux effets sur l'environnement sont liés à la consommation de papier, d'énergie et d'eau ou aux voyages d'affaires. Nous avons travaillé assidûment au cours des dernières années pour améliorer chacun de ces aspects et réduire notre empreinte opérationnelle globale. Nous faisons un suivi de notre rendement et affichons les résultats sur notre **site Web**, en utilisant la même méthodologie que nos clients.

Ces initiatives ont été menées par l'Équipe verte d'EDC, un groupe d'intervention transorganisationnel composé d'employés volontaires qui favorise l'éclosion d'idées nouvelles.

NOTRE EMPREINTE OPÉRATIONNELLE

Cliquez ici pour en savoir plus sur notre rendement en 2015.

G4-EN6, G4-DMA Effluents et déchets

RÉSULTATS DE 2015

Empreinte carbone

DE 2,8 t D'ÉQUIVALENT CO_2 PAR EMPLOYÉ,

une baisse par rapport aux 3,36 t d'équivalent CO_2 de 2014

RÉDUCTION DE 7,5 %

de notre consommation d'électricité

RÉDUCTION DE 6,5 %

de notre consommation de papier

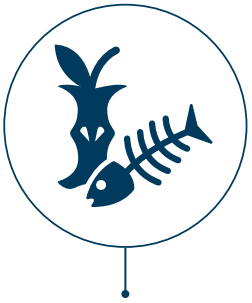
G4-EN6, G4-DMA Effluents et déchets

- L'empreinte carbone d'EDC est passée de 3,36 t d'équivalent CO_2 par employé à temps plein en 2014 à 2,8 t d'équivalent CO_2 en 2015, son plus bas niveau depuis que nous avons commencé à la calculer en 2008.
- Les données détaillées de ces résultats pour 2014 et 2015 peuvent être consultées sur notre **site Web**. Les seules augmentations constatées en 2015 touchent à la consommation d'eau et aux déchets produits par l'ensemble de la Société, bien que la quantité d'eau consommée et de déchets produits par employé ait diminué.
- Nous avons rendu possibles ces améliorations en sensibilisant les employés continuellement et en laissant plus de place à la technologie pour réduire nos besoins d'impression et accroître notre efficacité énergétique.
- En 2015, nous avons effectué un audit de la gestion des déchets pour nous aider à mieux comprendre notre flux de déchets et à gérer ou recycler nos déchets plus efficacement.

CE QUE NOUS VISONS

En 2016, nous mettrons l'accent sur le réacheminement des déchets alimentaires (convertir les déchets en compost plutôt que les enfouir), en faisant appel à des spécialistes externes qui nous aideront à simplifier notre système de poubelles pour le rendre plus pratique, intuitif et informatif.

G4-DMA Effluents et déchets



En 2016, nous mettrons l'accent sur

LE RÉACHEMINEMENT DES DÉCHETS ALIMENTAIRES

(convertir les déchets en compost plutôt que les enfouir).

Photos : © Getty Images; © Ingram Image

EDC est propriétaire de marques de commerce et de marques officielles. Toute utilisation d'une marque de commerce ou d'une marque officielle d'EDC sans sa permission écrite est strictement interdite. Toutes les autres marques de commerce figurant dans ce document appartiennent à leurs propriétaires respectifs. Les renseignements présentés peuvent être modifiés sans préavis. EDC n'assume aucune responsabilité en cas d'inexactitudes dans le présent document.
© Exportation et développement Canada. 2016. Tous droits réservés.